



T2137-500-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 500 JEUDI 13 OCTOBRE 1983 8,00 F

CGC:

A DROITE TOUTE



PAGE 8

RETOUR D'AFGHANISTAN

Un photographe revient d'Afghanistan où il a accompagné une mission médicale durant plus de deux mois. Il pense que l'information relative à la situation afghane souffre de lacunes graves. Son texte paraîtra sur quatre numéros.



Photo Châlain Bellorget

For. 2520

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Gironde : Bordeaux — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais, Creil, Pont-Sainte-Maxence — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Sartrouville, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Brunoy, Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — Ouest : Lamballe, Routot, Bégard, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Corse : Ajaccio — Guadeloupe : Gourbeyre.

fête

Du 17 au 22 octobre, le groupe Albert Camus de Toulouse vous invite à participer aux soirées libertaires qui se dérouleront à l'atelier de création populaire « Archéopteryx », 15, rue des Lois. Au programme :

- lundi 17 octobre à 20 h 30 : Jean-Marc le Bihan, chanteur errant ;
- mardi 18 octobre à 20 h 30 : film de A. Gatti : Nous étions tous des noms d'arbres, suivi d'un débat animé par Jean-Marc Raynaud et des permanents du C.R.A. ;
- mercredi 19 octobre : film de Cazeaux : El Frente.
- jeudi 20 octobre, à 21 h : rock and blues avec Little helpers ;
- vendredi 21 octobre à 21 h : Serge Utgé-Royo, chanteur.

Expositions permanentes : affiches libertaires, œuvre culturelle des libertaires espagnols en exil. Entrée gratuite.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

communiqués

• Le groupe Sevran-Bondy de la F.A. reprend les ventes du *Monde libertaire* le jeudi, de 7 h 15 à 8 h, à la gare de Bondy, et le samedi de 10 h à 12 h au marché de la gare de Bondy. Lors de ces ventes, toutes les personnes désireuses de se joindre à nous pour développer l'anarchisme dans nos quartiers pourront nous contacter.

• La liaison de Nice (06) invite tous les anarchistes désirant travailler sérieusement, pour la création d'une structure organisée, à contacter les R.I. qui transmettront.

• Un groupe est en formation sur Conflans-Sainte-Honorine. Les libertaires de la région intéressés par cette initiative peuvent écrire aux R.I. qui transmettront.

• Les personnes intéressées par la propagation des idées libertaires sur la région de Lamballe (22) peuvent écrire aux R.I. qui transmettront à la liaison en formation.

• Le groupe d'Evreux tiendra ses permanences le dernier samedi de chaque mois, à partir du 29 octobre, dans la salle n° 2 des associations, derrière la mairie d'Evreux. Il convie toutes et tous à venir s'informer sur les propositions libertaires.

• Le groupe de Villejuif-Vitry reprend ses ventes du *Monde libertaire* :

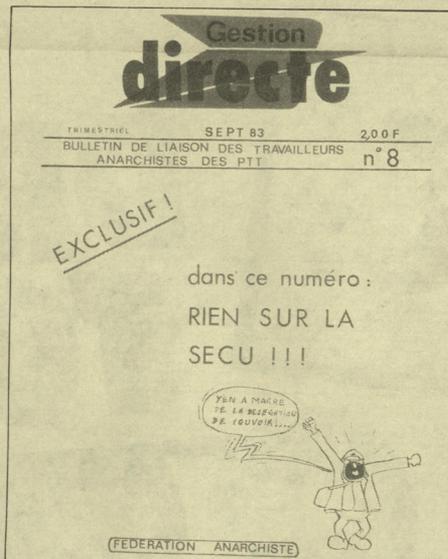
- vendredi : de 17 h 30 à 19 h au supermarché Casino de Vitry ; de 17 h 30 à 19 h, au métro Kremlin-Bicêtre ;

- samedi : de 10 h à 12 h, au marché de Vitry ; de 10 h 15 à 12 h, au marché Romain-Rolland à Villejuif.

Nous invitons les personnes désirant développer l'anarchisme à nous contacter lors de ces ventes.

• Tous les lecteurs du *Monde libertaire*, sympathisants du mouvement, peuvent rejoindre le groupe de Moulins qui prépare différentes actions concrètes pour cet automne (montage audiovisuel, publication d'une brochure et différents débats). A noter qu'un autre groupe est en formation dans le département de l'Allier, sur Vichy. Pour tous contacts, écrire aux R.I. qui transmettront.

éditions



« Gestion directe » n° 8, le bulletin de liaison des travailleurs anarchistes des PTT, est paru.

Cet été, les postiers n'ont pas chômé. Que du beau, que du bon, que du luxe. Qu'on en juge : pages 2-3 : bilan 83 (eh oui, déjà !) ; pages 4-5 : une BD ; pages 6-7 : réflexions sur le syndicat ; page 8 : la CFDT-PTT nous cause des CAP.

Et tout ça en couleur. Deux francs le numéro (n'oubliez pas les frais de port). Disponible à la librairie du Monde libertaire : 145, rue Amelot, Paris-11^e.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Gala Radio-Libertaire, En bref, Pas d'armée à l'école — PAGE 4 : Talbot, P.T.T., Sécu. : drôles d'alliances — PAGE 5 : Les propositions Savary, Squatts et justice — PAGE 6 : Lycée d'Oléron, Sommet de Vittel — PAGE 7 : 500^e numéro — PAGE 8 : L'Afghanistan, Dans le monde... — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Le service public et l'Internationale — PAGE 11 : Notes de lecture, Spectacles — PAGE 12 : La colère de la C.G.C., La Chapelle Darblay, Le silence des repus.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

A PARIS, UN INSOUMIS...

Après avoir passé l'été dans la clandestinité, Thierry Maricourt, un militant du groupe anarchiste d'Amiens (F.A.) a enfin des nouvelles de la « grande muette ». Insoumis au service militaire depuis le 1^{er} février 1983, il avait tenté durant le premier semestre 1983 de se faire arrêter par la gendarmerie, estimant non pas qu'une incarcération était la suite logique de son insoumission, mais plutôt que le choix de vie qu'il avait fait devait être respecté, devait être un droit et, de ce fait, ne devait pas le conduire à la prison.

Mais les autorités militaires préféraient à cette époque laisser couler l'affaire... « Il faut attendre », répondent les pandores à Thierry Maricourt lorsqu'il s'étonne que la justice n'a pas encore statué sur son cas. C'est pour cela qu'il a passé l'été à l'abri des regards « indiscrets », puisqu'il s'attendait plus ou moins à ce que les autorités militaires mettent à profit la période estivale (cf. Radio-Libertaire) pour l'arrêter *manu militari* lorsqu'un soutien extérieur est difficile à réaliser.

Thierry Maricourt risque une peine de seize mois de prison, peine généreusement distribuée aux insoumis politiques depuis la suppression des tribunaux militaires et la création de juridictions « civiles » spécialisées pour les infractions militaires.

La justice ayant décidé de l'isoler de la ville dont il est originaire et du soutien qui commençait à se manifester autour de son insoumission (alors qu'il existe une juridiction spécialisée pour les infractions militaires à Amiens), il est indispensable qu'un soutien actif se développe autour de son procès qui se déroulera le 26 octobre, à 13 h 30, au palais de Justice de Paris 4 (chambre n° 10), boulevard du Palais (métro Saint-Michel).

Pour tout contact : groupe anarchiste d'Amiens, BP 7, 80330 Longueau.

Thierry Maricourt est l'auteur d'un recueil de poèmes qu'il a auto-édité : *Dose létale*, en vente à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant au G.A.A., BP 8, 80330 Longueau.

Groupe d'Amiens de la F.A.

en bref... en bref...

• Le comité de soutien aux lieux de vie des travailleurs sociaux de la Seine-Saint-Denis « Merville » organise une journée d'action le samedi 22 octobre de 10 h à 16 h sur la Dalle de la faculté de Jussieu.
Au programme :
- groupes de musique et théâtre de rue
- lacher de ballons au nom des lieux de vie,
- brûlage de la circulaire Dufoux,
- stands, panneaux fait par les jeunes...
Pour tout contact : tél. 860.59.97.

• Le comité de soutien aux lieux de vie de l'Ariège du Collectif réseau alternatif « priés de se faire agréer ou de disparaître », appelle à cette même manifestation.

• Numéro 1 est un journal de jeunes : lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, chômeurs...
Au sommaire :
Pas d'armée à l'école, la marche de l'égalité des jeunes des Minguettes, des B.D., sur le bac...
16 pages, 6 F (+ 3 F de port).
Association « Jeunes ce journal est à nous »
c/o Rudy Lainé
33, rue Denis-Couturier.
93300 Montreuil.

• La pensée libertaire s'exprime sur Toulon et sa région chaque jeudi de 20 h à 21 h 30 à travers l'émission « Encre noire » sur Radio-Pais - F.M. 100 MHz.
Pour tout contact : B.P. 75, 83500 La-Seyne-sur-Mer.
Tél. (94).06.00.51.

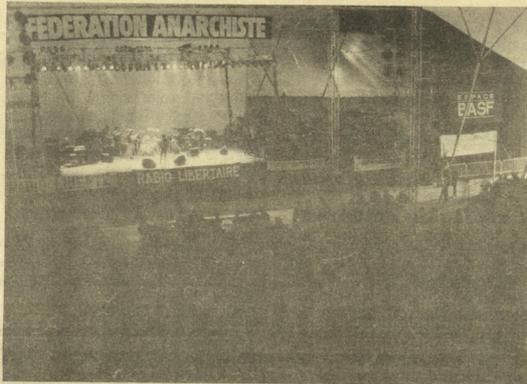
• Depuis mars 83 s'est ouvert à Toulon un cinéma « Utopia ».
Au programme : films d'art et d'essai ou hors circuits commerciaux...
Bref un bol d'air sur Toulon concernant la programmation de films où la débilite et le fric ne sont plus à l'affiche.
Contact : 52, boulevard Foch.
83000 Toulon

• Le Centre de documentation Max Nettlau organise des réunions :
- vendredi 21 octobre : « Karl Marx et l'anarchisme », par Maximilien Rubel ;
- vendredi 28 octobre : « L'Italie des conseils ouvriers jusqu'à la situation actuelle, en passant par la main tendue par les communistes aux fascistes en 1935 » ;
- vendredi 18 novembre : « La Situation en Argentine » ;
- vendredi 2 décembre : « Le Problème corse », avec l'auteur de l'étude de la question, aux éditions Acratie. De 20 h à 21 h 30, au 15, rue Gracieuse, Paris (m° Monge).

La Fédération anarchiste sur F.R.3, le 22 octobre de 16 h à 17 h 30

Dans le cadre de l'émission « Vivre en communauté en 1983 », la Fédération Anarchiste exprimera ses positions sur le sujet. Cette émission accueillera quatre autres participants sous forme de séquences indépendantes : adeptes du Zen, bénédictins, communauté de l'Arche et association « Amikoop-vie ».

Federation-Anarchiste



Le châtepeau principal



L'affluence autour des stands

DEUX JOURS POUR RADIO - LIBERTAIRE

DANS son édition dominicale du 1-2 octobre 1983, le journal *Le Monde* tirait ainsi un article consacré aux « deux jours pour Radio-Libertaire » : « Deux ans de ténacité ». Ce terme résume sans doute mieux que tout autre l'obstination de tous ceux qui ont créé et de tous ceux qui soutiennent notre station depuis deux ans.

Les 8 et 9 octobre resteront comme une date importante dans la vie du regroupement « La voix sans maître ». Sur le plan spectacle tout d'abord, rarement un tel plateau d'artistes aura été réuni dans une salle parisienne pour le soutien d'un mouvement politique et en particulier pour le mouvement libertaire. Sur la scène défilèrent, fraternellement mêlés des noms très connus de la chanson française et d'autres moins connus, mais tous ayant deux points communs : le talent et le soutien inconditionnel à Radio-Libertaire.

Pour applaudir tous ces artistes, le public manifesta pendant 20 heures un enthousiasme sans faille, public nombreux, mais que nous aurions souhaité encore plus nombreux pour récompenser les efforts de tous ceux qui ont dépensé le maximum d'énergie pour que cette fête soit un succès.

Parallèlement au gala proprement dit des forums non-stop se déroulaient sous un châtepeau annexe. Les thèmes abordés embrassaient tout ce qui constituent la trame de notre vie quotidienne : le syndicalisme, la vie culturelle, les luttes sociales, la liberté d'expression, etc.

Il faut noter que malgré la

« concurrence » du châtepeau principal, ces forums furent suivis par un public attentif et actif à travers des discussions sérieuses et nourries. Une expérience concluante à renouveler.

Une autre expérience positive fut celle menée sous le deuxième châtepeau annexe. Là, pendant deux jours, on peut dire qu'une cohue permanente envahit tous les stands présents : librairie du Monde libertaire, Libre pensée, Sat-Amikaro, U.P.F., C.N.T. espagnole et française, Planning familial, Mouvement pour l'autogestion distributive, deux stands de B.D. (sans compter Battellier exposant ses panneaux sur la paroi extérieure du châtepeau central), Radio VO-KA, les comités de soutien aux lieux de vie, l'U.F.C.-Que choisir, les occupants-rénovateurs, Plages, ... et d'autres qui voudront bien nous pardonner de les oublier. Le tout dans une ambiance d'amitié et de chaleur communicative. Un des temps forts de la vie sous ce châtepeau réservé aux différents mouvements fut la projection des montages audio-visuels (Hemu-Savary, révolution espagnole) et surtout la vision du film réalisé lors du premier grand meeting de la C.N.T. à Madrid en 1977. A voir et à revoir.

En conclusion, une grande fête, un grand rassemblement, une étape sûrement décisive dans le combat pour la liberté d'expression et la vie de Radio-Libertaire.

Rendez-vous est pris pour d'autres rencontres avec ceux qui veulent créer un vaste mouvement anarchiste dans ce pays.

Le secrétariat de Radio-Libertaire

Editorial

S'Il faut en croire M. Lionel Jospin, les communistes mettraient peu d'ardeur à défendre la politique gouvernementale. Comme on les comprend ! Se souvenant des promesses de 81, il est bien dur pour les militants de base et d'ailleurs d'avaler les couleuvres de 83...

Le socialisme à la française n'apporte pas des solutions en dehors du système, c'est le moins que l'on puisse dire. La relance de l'industrie française, chère au cœur des tenants du capitalisme d'Etat, passe par de larges licenciements, ce qui ne va pas sans poser des problèmes à un gouvernement « élu par les travailleurs ». Rappelons pour la bonne bouche que l'actuel président avait été nommé par certains « le candidat ouvrier le mieux placé », et tirons le rideau !

Revenons à la situation actuelle du P.C., prêt à tout pour rester au pouvoir d'une part et soucieux de ranimer la flamme des militants communistes d'autre part, ce que Jospin qualifie de « grand écart », prévenant cavalièrement Marchais d'une déchirure musculaire s'il persiste dans ces deux positions contradictoires.

Etre ministre dans un gouvernement de gauche et représentant du « parti de la classe ouvrière », est-ce devenu une mission impossible ?

Le Parti communiste a historiquement toujours été écartelé entre son appétit du pouvoir, son impatience à gérer l'Etat et sa prétention suprême à la représentation exclusive du monde du travail. Défendre les intérêts des travailleurs ou gérer la crise du capitalisme, il n'y a pourtant pas d'autre choix.

Dans ces temps de défaites électorales, Marchais a couvert les divergences dans un appel à la « contre-offensive ». Le message de Jospin aurait-il été bien reçu ? Ce ne semble être qu'une trêve électorale, attendons la suite...



Le débat antimilitariste avec l'U.P.F. et M. Auvray

RÉUNION D'INFORMATION : « PAS D'ARMÉE À L'ÉCOLE ! »

« OFFENSIVES ou défensives, toutes les guerres sont voulues, préméditées, préparées, organisées par le crime des gouvernants et elles sont subies par la folie des gouvernés. »

(Sébastien Faure)

La nouvelle logique gouvernementale de gauche développe un nationalisme et un patriotisme désuets en renforçant la place du militaire et de son idéologie dans la société. La militarisation de l'enseignement et de l'enfance est accentuée, favorisée par le protocole d'accord armée/éducation signé à la rentrée dernière.

L'embrigadement ne fait plus de doute, après dix mois d'application du protocole Hernu/Savary. Les buts visés restent que les gouvernants veulent nous rendre responsables de ce qu'ils sont eux-mêmes responsables : leurs crimes contre l'humanité.

Les activités des collectifs antisymbiose « Non à l'armée

à l'école », sur Paris et sa banlieue » continuent.

Des propositions et des actions nouvelles seront soumises à la réunion du 18 octobre, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, à 19 H.

Nous appelons tous ceux et toutes celles conscients des dangers futurs de l'application du protocole Hernu/Savary à consolider leurs forces contre la militarisation de l'enseignement et de l'enfance.

Collectif « Non aux accords armée/école » du 11^e arrondissement de Paris.

Pour tout contact : groupe du 11^e, tél. : 347.36.52.

CHEZ TALBOT : UNE SEULE SOLUTION INTENSIFIER LA LUTTE

lequel plus personne ne voulait de Talbot depuis les événements de juin 82, alors, que dans le même temps, les « clients Talbot » encore, fatigués d'attendre et de subir des délais de livraison de trois mois et plus, se tournaient vers la concurrence ; les « collaborateurs Talbot » logés à la même enseigne, finissaient eux aussi à la concurrence, en acceptant la Peugeot qu'on leur offrait avec un délai réduit.

Aujourd'hui encore, le climat particulièrement malsain qui règne chez Talbot sert hélas les intérêts de P.S.A. (Peugeot)

qui a tout fait pour empêcher le mécontentement de se généraliser (incitation à l'occupation de la mairie par les « syndicats marrons », provocations contre la C.G.T. et la C.F.D.T. avec en toile de fonds la haine et le racisme). Après avoir réussi à diviser le personnel et à créer artificiellement les circonstances nécessaires aux licenciements, P.S.A. a touché au but qu'il s'était fixé dès l'absorption de Talbot, en annonçant le 21 juillet 83 devant le C.C.E. son projet de supprimer 4 140 emplois sur les sites de Poissy et Mortefontaine.

Le tableau fait apparaître que la catégorie la plus durement touchée, serait celle des ouvriers de fabrication ; en effet, dans le projet de P.S.A., on compterait 2 905 licenciements de travailleurs, n'entrant pas dans le cadre des contrats F.N.E. (Fonds national de l'emploi).

Il découle des critères retenus, qu'en cas de licenciements, ce seraient les travailleurs immigrés qui dans leur grande majorité devraient être touchés par ce funeste projet et, qu'un sur deux perdrait son emploi.

Pour les organisations C.S.L., F.O. et C.A.T. : « le gouvernement doit refuser les licenciements » ; mais ces propos dissimulent mal leur réel refus de les combattre... pratiquement aucun de leurs sympathisants ne sont concernés.

La section C.G.T. attend beaucoup de M.-J. Prada (expert à la Cour des Comptes nommé par le gouvernement). Elle a déclenché deux débrayages depuis la rentrée de septembre, mais sur les lieux du travail et en essayant d'empêcher — parfois sans succès — les mouvements de s'amplifier. Les ombres de La-Chapelle-Darblay, des élections de la Sécurité sociale, sans oublier celle du ministre de l'Emploi J. Ralite planent

sur les actions de la C.G.T.

Même si la confédération C.F.D.T. s'est déjà placée en position de compromis face aux licenciements envisagés, pour la section syndicale Talbot, il n'est pas question d'admettre la moindre perte d'emploi. Il y a des solutions et elles doivent être appliquées :

- réduction du temps de travail et partage du travail sur tout le groupe ;
- adaptation des nouvelles technologies pour l'amélioration des conditions de travail et l'allègement des charges de travail ;
- que la modernisation de l'outil de production débouche sur des perspectives d'évolution de carrières dans le cadre d'une formation adaptée ;
- que les nouvelles technologies substituent à la logique patronale du profit maximum, une logique de plein emploi.

La section C.F.D.T. est prête à se battre jusqu'au bout avec les travailleurs contre le projet de licenciements. C'est pourquoi elle a fait circuler cette semaine un questionnaire afin de définir avec les ouvriers des moyens appropriés à la lutte.

POUR LES VRAIS SYNDICALISTES, IL N'Y A PAS DE COMPROMIS POSSIBLE.

P. Manteau

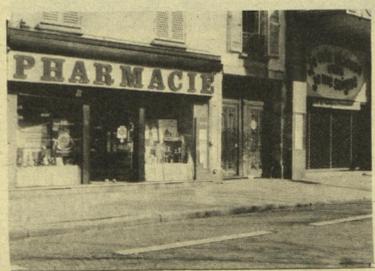
A PRÈS la réunion du C.E. du 16 juin dernier, au cours de laquelle, la direction avait annoncé cinq jours de chômage technique pour le mois de juillet (soit un total de 32 jours depuis janvier 83) les choses étaient devenues très claires... selon la direction, « le chômage technique était provoqué par le sureffectif ».

Ainsi depuis six mois qu'elle préparait et conditionnait l'ensemble du personnel, son dessein se montrait au grand jour : LICENCIER ! Elle avait usé jusqu'à plus soif l'argument selon

Importance et catégories professionnelles des licenciements envisagés (SNC Talbot et Cie)

	Poissy/ Carrière	Mortefontaine	Total SNC Talbot et Cie	Pour indication — personnel âgé de plus de 55 ans au 31 déc. 1984		
				Poissy/ Carrières	Mortefontaine	Total
Ouvriers	3830	6	3836	925	6	931
Atam	219	4	223	219	4	223
Cadres T	21		21	21		21
Cadres	60		60	104		104
Total	4130	10	4140	1269	10	1279

SÉCURITÉ SOCIALE : DRÔLES D'ALLIANCES



LE 19 octobre prochain, les citoyens français sont invités à voter pour les élections à la Sécurité sociale. La désignation par ce mode de scrutin des administrateurs des caisses de Sécurité sociale et d'allocations familiales n'avaient pas eu lieu depuis 1947. On comprend que les syndicats mettent le paquet pour jouer un rôle politico-syndical dans la gestion des caisses de la sécu. Nous n'allons pas dans ce bref article décortiquer le pour et le contre, et désigner quelle organisation syndicale pourrait être le meilleur gestionnaire, mais plutôt voir comment réagissent le patronat et ses alliés.

Dans une circulaire, l'Union nationale pour l'avenir de la médecine révèle le dessous de ses cartes. Nul n'ignore que le corps social constitué par les médecins ne représente pas un facteur de progrès social, et que leurs intérêts vont dans le sens de l'exploitation capitaliste. Mais quand

c'est écrit noir sur blanc, c'est plus clair ! « Si nous ne faisons pas un effort exceptionnel, la Sécurité sociale sera dirigée par des syndicats hautement politisés, ce qui leur donnera des moyens d'action considérables et leur permettra d'œuvrer dans le sens de la collectivisation de la médecine ». Plus loin est exposé le moyen de s'en sortir : « La seule solution est d'obtenir 7 sièges entre C.G.C., C.F.T.C. et F.O. qui avec les 7 sièges employeurs, pourront avoir la majorité de 13 sur 25 et maintenir le statu quo ».

Diable ! La puissante U.N.A.M. désigne ses alliés : les syndicats que l'on dit réformistes, mais est-ce un simple choix ou y a-t-il une entente plus élaborée ? S'agit-il d'un rapprochement apolitique entre professions libérales et syndicalistes ? La réponse est claire quand on apprend que les adhérents de l'U.N.A.M. sont invités à leur congrès national à discuter (sur le thème « So-

cial : les limites du supportable ») avec les représentants des organisations professionnelles (médecins, dentistes, pharmaciens...), avec Bergeron (F.O.), Marchielli (C.G.C.) et Barnard (C.F.T.C.) tout comme avec les représentants des commissions Santé du R.P.R., de l'U.D.F. et du C.N.I.P. ! Sans oublier le dîner-débat avec la participation de MM. Gaudin et Labbé, présidents des groupes parlementaires U.D.F. et R.P.R....

Bergeron et Cie. se sont-ils laissés prendre au piège ou ont-ils conscience que du côté éthique syndicale, ça en prend un sacré coup ? Moi qui croyait qu'à la C.G.T.-F.O. on ne faisait pas de politique. Il serait bon que les militants de F.O. qui sont partisans de l'indépendance syndicale le fasse vigoureusement savoir à leurs structures ! Ou alors, Bergeron semblable à Maire agirait-il sans consulter la base ?

J.-P. Germain

PTT la lutte a commencé il faut continuer !!!

LA GRÈVE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le Plan Directeur, dit par le Directeur général de la Poste, n'est pas du tout des Postiers.

Non en effet, le directeur général de la Poste, n'est pas du tout des Postiers, c'est un homme d'affaires, un homme d'argent, un homme d'industrie, un homme d'entreprise, un homme d'État, un homme de pouvoir, un homme de prestige, un homme de gloire, un homme de renommée, un homme de réputation, un homme de succès, un homme de fortune, un homme de puissance, un homme de domination, un homme de suprématie, un homme de prépondérance, un homme de primauté, un homme de prééminence, un homme de prépondérance, un homme de primauté, un homme de prééminence.

Le Plan Directeur est le fruit d'un processus de planification qui a été initié par le directeur général de la Poste, et qui a été suivi par les différents services de la Poste.

C'est le seul moyen d'augmenter la productivité, de classer les temps morts, d'être à l'appel des travailleurs, d'être à l'appel des clients, d'être à l'appel des investisseurs, d'être à l'appel des pouvoirs publics, d'être à l'appel des médias, d'être à l'appel des associations, d'être à l'appel des syndicats, d'être à l'appel des citoyens.

Face à ce processus les travailleurs ont su répondre avec force et courage.

Le Plan Directeur est le fruit d'un processus de planification qui a été initié par le directeur général de la Poste, et qui a été suivi par les différents services de la Poste.

C'est le seul moyen d'augmenter la productivité, de classer les temps morts, d'être à l'appel des travailleurs, d'être à l'appel des clients, d'être à l'appel des investisseurs, d'être à l'appel des pouvoirs publics, d'être à l'appel des médias, d'être à l'appel des associations, d'être à l'appel des syndicats, d'être à l'appel des citoyens.

Face à ce processus les travailleurs ont su répondre avec force et courage.

Le Plan Directeur est le fruit d'un processus de planification qui a été initié par le directeur général de la Poste, et qui a été suivi par les différents services de la Poste.

C'est le seul moyen d'augmenter la productivité, de classer les temps morts, d'être à l'appel des travailleurs, d'être à l'appel des clients, d'être à l'appel des investisseurs, d'être à l'appel des pouvoirs publics, d'être à l'appel des médias, d'être à l'appel des associations, d'être à l'appel des syndicats, d'être à l'appel des citoyens.

Face à ce processus les travailleurs ont su répondre avec force et courage.

Le Plan Directeur est le fruit d'un processus de planification qui a été initié par le directeur général de la Poste, et qui a été suivi par les différents services de la Poste.

C'est le seul moyen d'augmenter la productivité, de classer les temps morts, d'être à l'appel des travailleurs, d'être à l'appel des clients, d'être à l'appel des investisseurs, d'être à l'appel des pouvoirs publics, d'être à l'appel des médias, d'être à l'appel des associations, d'être à l'appel des syndicats, d'être à l'appel des citoyens.

Face à ce processus les travailleurs ont su répondre avec force et courage.

Le Plan Directeur est le fruit d'un processus de planification qui a été initié par le directeur général de la Poste, et qui a été suivi par les différents services de la Poste.

C'est le seul moyen d'augmenter la productivité, de classer les temps morts, d'être à l'appel des travailleurs, d'être à l'appel des clients, d'être à l'appel des investisseurs, d'être à l'appel des pouvoirs publics, d'être à l'appel des médias, d'être à l'appel des associations, d'être à l'appel des syndicats, d'être à l'appel des citoyens.

Face à ce processus les travailleurs ont su répondre avec force et courage.

Le Plan Directeur est le fruit d'un processus de planification qui a été initié par le directeur général de la Poste, et qui a été suivi par les différents services de la Poste.

C'est le seul moyen d'augmenter la productivité, de classer les temps morts, d'être à l'appel des travailleurs, d'être à l'appel des clients, d'être à l'appel des investisseurs, d'être à l'appel des pouvoirs publics, d'être à l'appel des médias, d'être à l'appel des associations, d'être à l'appel des syndicats, d'être à l'appel des citoyens.

Face à ce processus les travailleurs ont su répondre avec force et courage.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

La Fédération CTE est-elle en accord avec les orientations du plan, elle demande cependant, en contrepartie des modifications, l'engagement de la direction de la Poste.

PTT : LE CONFLIT DURCIT

IL semblerait que M. Mexandeau soit mal informé. Dans un récent interview dans le journal Le Monde (daté du 7 octobre), il annonce, à qui veut l'entendre, que la reprise du travail s'est fortement engagée dans les centres de tri et bureaux de gare.

Veut-il rassurer les patrons d'entreprise de vente par correspondance (Trois-Suisses, La Redoute) ?

Veut-il rassurer les organisations syndicales qui s'inquiètent du blocage de la propagande électorale pour la Sécurité sociale dans les centres de tri ?

A moins qu'il ne veuille désamorcer le conflit ? Il se trompe !

Les travailleurs ne sont pas dupes des manœuvres de gouvernement et des fédérations syndicales. Qu'en juge :

• Pontoise C.T.A. : séquestration du directeur départemental pendant plus de 8 heures ;

• Bordeaux, Lille, Lyon, Saint-Etienne, Marseille : durcissement du mouvement (création de comités de grève, assemblée générale décisionnelle, délégués mandatés précisément et révocables à tout instant) ;

• Là, des centres qui avaient repris le travail, repartent ;

• Ailleurs, grève reconductible depuis bientôt trois semaines ;

• Paris-Chèques : grève recon-

ductible toutes les nuits, dans un centre à 80-100% de grévistes ;

• Même pourcentage de grévistes en service de nuit dans d'autres centres, mais seulement les nuits de vendredi et dimanche (les vieux sociaux de la C.G.T. sont durs à bousculer) ;

• Bordeaux-Chèques en grève tous les jours de 10 h à 11 h pour les ateliers de saisies ;

• Jeudi 6 octobre, 60% de grévistes à Paris-Chèques ;

Alors M. Mexandeau, vous maintenez vos propos ? En tout cas, les travailleurs des P.T.T. sont bien décidés à vous faire céder et l'extension du mouvement est bien la preuve de leur détermination.

Joël Saintier

EN ATTENDANT LES « NOUVELLES » PROPOSITIONS SAVARY

LE Monde du vendredi 30 octobre annonçait qu'enfin, après l'échec de ses premières propositions refusées par la hiérarchie catholique comme base de négociation, le ministre allait d'ici quelques jours publier de nouvelles propositions pour UNIFIER et DEMOCRATISER l'école.

Avant même que ne paraissent ces secondes propositions, il ne faut guère s'illusionner sur leur contenu : Savary confond toujours nationalisation du privé et privatisation du public : cherchant à concilier l'eau et le feu, à contourner le versant scolaire de la lutte des classes, il associe dans un mariage parainé par le S.G.E.N. unification et critique de l'école laïque, culpabilisation des enseignants. Logiquement, le ministre ne peut satisfaire les laïcs : abroger les lois anti-laïcs, nationaliser le lobby confessionnel et patronal. Pourquoi ?

Les hésitations naturelles du réformisme.

« Nous ne concevons la nationalisation que dans un climat d'entente préalable et de consentement commun. Nous repoussons l'idée d'une nationalisation qui serait imposée par UNE MAJORITÉ VICTORIEUSE à une minorité vaincue (...). Or, fidèles aux FRATERNITÉS DE LA RÉSISTANCE, soucieux d'unité nationale, nous ne voulons à aucun prix de la guerre autour de l'école. ». Ces propos ne sont pas ceux d'un social-démocrate de 1933, mais de Bayet, président de la Ligue de l'enseignement, en 1949. On ne saurait reprocher aux réformistes la crainte de l'explosion de la lutte des classes, la peur de déstabiliser la société, de prendre des mesures révolutionnaires — ce ne sont pas là, les objectifs historiques du réformisme. Ce qu'on peut reprocher à ces camarades, dont l'action depuis la Libération a été très claire sur le terrain laïc, à travers le C.E.P. (1940) puis le C.N.D.L. (1951) et enfin le

C.N.A.L. en 1958, c'est de ne s'être pas méfié suffisamment des menaces cléricales, surtout des cléricaux déguisés en militants de toujours du mouvement ouvrier.

L'actuel rapport de force a été déterminé depuis 45 par le noyautage des cléricaux
Reconsidérée avec « la fraternité de la résistance », l'Eglise a eu l'astuce de ne pas placer tous ses œufs dans le même panier, et de garnir autant celui de Pétain que celui de De Gaulle. Au tiercé du pouvoir, la casaque est un détail. Depuis la « fraternité de la résistance » et illogique droit de cité qu'ont obtenu ainsi les agents de gauche de l'Eglise, le cléricanisme a fait son chemin.

En 1971, le congrès d'Epinay constituait le nouveau P.S., à partir certes du courant historique social-démocrate (S.F.I.O.), mais aussi avec un conglomérat de clubs « de gauche » étrangers à l'histoire ouvrière, à forte odeur d'eau bénite. En 1972, c'est aussi l'arrivée de la C.F.D.T. au Comité national d'action laïque. Comme par hasard, cette arrivée coïncide avec la définition par le C.N.A.L. de la « gestion tripartite de l'école », c'est à dire, à la mise sous contrôle de l'enseignant, professionnel formé comme un autre, par les parents, les collectivités locales, bref les groupes de pression. Tout le contraire de l'émancipation de l'instituteur au siècle dernier des curés et des idéologies dogmatiques intégrées par le peuple (scolarisé avec l'Eglise !).

Tous les fronts mènent à Rome

Depuis 1972, l'influence des cléricaux sur les réformistes s'est accélérée. Ainsi, aujourd'hui on peut dresser un paysage moins embrumé autour de l'école :

- A droite, le front dur de l'école libre politisé par le R.P.R., qui recherche l'affrontement avec le gouvernement ;
- A gauche, la tradition laïque authentique, coordonnée dans

le Comité national d'appel aux laïques (réformistes F.E.N. ou C.G.T.-F.O., libres penseurs, trotskystes, anarcho-syndicalistes).

• Au centre droit, l'Eglise (le R.P.R. s'est démarqué officiellement de sa ligne), les démocrates chrétiens du C.D.S., la C.F.T.C., l'U.N.A.P.E.L., acceptant l'intégration... à condition qu'elle ne se fasse pas sur une base laïque ;

• au « centre gauche », la C.F.D.T. qui dit oui au dualisme scolaire, oui, à la reconnaissance de l'identité religieuse assortie de moyens propres à la faire vivre dans le cadre du service public d'éducation. Cette C.F.D.T. influence de plus en plus la F.E.N. : par le biais des stalinien — ce n'est pas nouveau — mais aussi par le biais de cadres du P.S. (de tendances extra-ouvrières) détournant les objectifs de la tendance réformiste majoritaire.

Le raccordement est donc prêt, autour de l'unification de l'école privée avec une école publique démocratisée — comprenez délaiciisée — les extrêmes étant ainsi rejetés de ce terrain où la balle au centre est la règle. Mitterrand, abandonnant au passé la lutte de classes, ne peut que se réjouir de la version scolaire du consensus national. Ce consensus peut désormais se matérialiser autour de la dernière « ouverture » cléricale.

Un traité de paix

Le « traité de la paix », annoncé par *Le Matin de Paris* du 24 septembre, est lancé par une brochette de cléricaux appelant les chrétiens à une paix scolaire sur les bases de Savary. L'appel rejette le « maximalisme » des parents d'élèves bretons ou du S.N.E.C.-C.F.T.C. Le journaliste du *Matin* ne se trompe pas en déclarant qu'avec cet appel : « Le front du refus qui s'était exprimé en janvier dernier avec les premières propositions du ministre de l'Éducation nationale, se fissure chaque jour davantage ». Le « com-

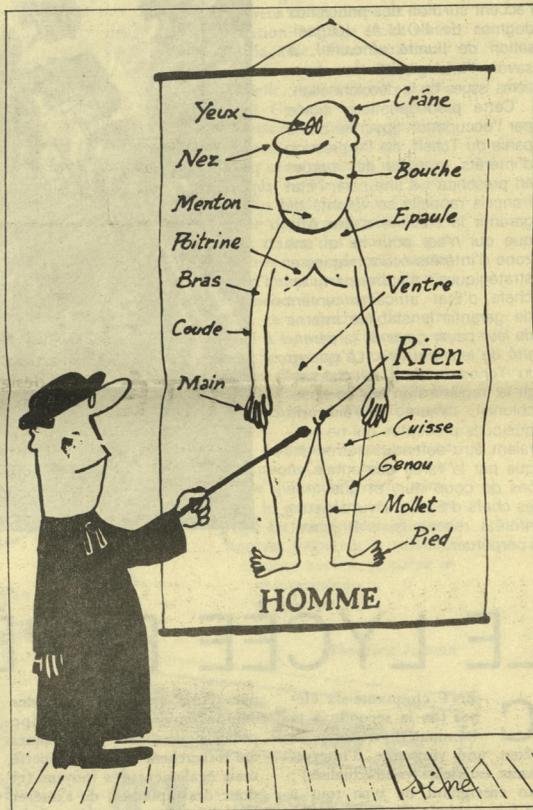
promis équitable », prêché par Descamps (ancien secrétaire général de la C.F.D.T.), René Rémond et le père Chenu, prouve que dans cette affaire, le fil conducteur de la grande réconciliation contre l'école publique et les concepts démodés (anticléricisme, lutte de classes), c'est toujours l'Eglise sous quelque forme que se soit : droite, centre ou gauche.

L'enjeu n'est pas simplement le maintien du statu quo actuel — on aurait déjà vu des majorités parlementaires laïques

ne pas régler la question — mais, par le travail des taupes cléricales, c'est la privatisation du public qui se joue. Notre réaction doit être franche et massive :

- ramener à la raison les laïcs dans les organisations du C.N.A.L. en démasquant les sous-marins de l'Eglise ;
- fortifier le Comité d'appel aux laïques, pour ramener le C.N.A.L. à des positions correctes.

Laurent Segalant
Gr. de Beauvais



LES SQUATTS : MIC-MAC CYNIQUE

QUE l'union fasse la force, tout militant et même tout un chacun le sait. Ce à quoi l'on pense souvent moins, c'est que tout individu isolé est vulnérable. Cette lapalissade le parquet a eu le cynisme de la rappeler dans ses consignes internes. Voici le compte-rendu de la réunion des magistrats du Ministère public du 14 janvier 1983, l'extrait concernant les squatters :

« Le procureur de la République de Paris indique que leur nombre ne cesse d'augmenter et que, face à ce phénomène de masse, la réaction judiciaire doit s'articuler selon le cas autour :

- d'une solution pénale lorsqu'il s'agit de cas isolés : pro-

cédure de flagrant délit pour violation de domicile ou bris de clôture et intervention de serruriers ou des services de rénovation pour murer les locaux irrégulièrement occupés ;
- d'une solution civile lorsque l'on est en présence d'un phénomène collectif : procédure d'expulsion et recours à la force publique.

Mais les mesures pénales éventuellement adoptées ne doivent pas aboutir à une expulsion déguisée, ce qui pourrait constituer un véritable détournement de procédure. »

On notera au passage que le mouvement des squatters a l'infini honneur d'être reconnu « de masse » par ses ennemis de classe. Merci ! Malheureu-

sement les procureurs sont trop obtus pour se poser la question qu'implique ce constat.

Pourquoi le squatt est-il un phénomène de masse ? Je dis « malheureusement », mais il conviendrait de dire « hypocritement » car la réponse à cette question est : la crise du logement ! Une crise, reconnue par tous, sauf par eux, qui si ils la reconnaissaient, les obligeraient à renoncer à « articuler la réaction judiciaire » ou tout au moins à l'orienter vers les spéculateurs et au premier rang de ceux-ci : l'Etat.

En choisissant la voie pénale pour les cas isolés et la voie civile pour les squatts collectifs le parquet fait de deux pierres quatre coups. Le pénal est la

branche la plus brutale et répressive de l'arbre judiciaire. Efficace donc, mais le pénal comporte un inconvénient, il est spectaculaire. Ce qui est pour le moins gênant quand l'objet abordé est politiquement brûlant. Il convient donc de l'utiliser avec parcimonie, réservant sa violence aux familles sans défense : car ce sont-elles les cas isolés ! Le civil est par définition pas ou peu répressif. « Dommage ». En revanche il a le notable avantage de n'être pas spectaculaire et il place l'accusé (assigné) dans la quasi impossibilité d'exposer la dimension politique de son cas. On utilisera donc cette procédure pour « les squatts associatifs » car ce sont eux qui ont une structure collective. On voit ici

comment le parquet remplit son rôle de répression avec tactique. Ce qui ne surprendra personne, car on imagine bien les magistrats papoter entre eux de la sorte et régler ce genre de cuisine. Ce qui est scandaleux c'est d'oser l'écrire noir sur blanc avec impudence, car cette « note » est officielle et elle met au grand jour ce qui d'habitude relève des coups de bas. Elle est officielle, mais c'est vrai, elle était aussi clandestine : interne. Il n'était pas prévu qu'elle tombe dans les mains d'un justiciable, et encore moins d'un justiciable squatter, et surtout d'un justiciable squatter et anarchiste. On est jamais assez prudent.

Frédéric Joyeux

A PROPOS DU SOMMET DE VITTEL...

Le problème de l'artificialité de la plupart des États issus de la décolonisation en Afrique, et du Tchad en particulier (voir M.L. des 15 et 22 septembre) a finalement été sous-jacent durant cette conférence. Aussi bien Mitterrand, en tant que dirigeant d'une ancienne puissance colonialiste, que les chefs d'Etat africains, qui ne doivent leur position qu'à une décolonisation « sur mesure », ont mis l'accent sur l'un des principaux dogmes de l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine), à savoir l'intangibilité des frontières issues de la décolonisation.

Cette préoccupation, dictée par l'occupation libyenne d'une partie du Tchad, est l'expression d'intérêts mutuels des parties en présence : d'une part, l'Etat français rappelle sa volonté de garantir la stabilité d'une Afrique qui n'est pour lui qu'une zone d'intérêts économiques et stratégiques, d'autre part, les chefs d'Etat africains tentent de garantir la stabilité interne de leur pays, gage de la pérennité de leur pouvoir. La guerre du Tchad a donc fait ressurgir la fragilité d'un édifice post-colonial, cimenté à l'aide de quelques préceptes qui ne sauraient être défendus autrement que par la force des armes en cas de coup dur, et que tous les chefs d'Etat, au vu de leurs intérêts respectifs, s'attachent à perpétuer.

Issène Habré a rappelé qu'il considérait le Tchad comme étant agressé par la Libye, ce qui lui permet de légitimer une contre-intervention française au titre d'accords antérieurs, tout en minimisant l'échec politique qu'il a subi : le Tibesti n'a jamais été « maté », les multiples ethnies sont toujours aussi peu rassemblées sous les auspices de l'Etat central ; le sud du pays est en état de rébellion larvée.

Pour se déplacer dans son propre pays, Issène Habré est obligé de se faire accompagner par une colonne militaire lourdement armée, exprimant par là son manque d'illusions sur sa « légitimité » vis-à-vis du peuple tchadien. Le dirigeant tchadien a donc utilisé le sommet de Vittel pour se donner une stature de chef d'Etat : une salle de conférence entre gens de même rang est toujours

plus rassurante et favorable que la confrontation avec le peuple. Savant dosage entre la fermeté et l'ouverture, Issène Habré a annoncé qu'il est prêt à négocier. Il n'en faut pas plus pour redorer le blason, sur la scène internationale, d'un dirigeant qui, il y a encore peu, réclamait une intervention massive des troupes françaises et ne parlait que de plans de bataille.

Les savantes intrigues du président guinéen Sékou Touré, naguère brouillé avec la France et aujourd'hui fort empressé auprès de Mitterrand, auront bien aidé Issène Habré à recouvrer sa légitimité de salon, illustrant le caractère théâtral et « combinard » de ces réunions politiques coupées de toutes réalités et préoccupations des peuples.

La « déclaration finale » qui aurait dû couronner les débats au profit d'un consensus minimum — intégrité territoriale du Tchad et solution pacifique du conflit — n'ayant pas été adoptée du fait des réticences de certains membres plus hostiles au dirigeant tchadien, c'est l'O.U.A. qui devra trouver le moyen de résoudre les antagonismes. Position embarrassante pour Kadhafi : au sein de l'O.U.A., la Libye a de fait enfreint, par la violation des frontières du Tchad, un des préceptes fondamentaux de l'organisation, et d'autre part la France ne pourra pas être accusée d'imposer « ses » solutions, tout au moins officiellement. Mitterrand a parfaitement pressenti ce dernier point : tout au long de la conférence, il est resté suffisamment en retrait des tractations pour tenter de faire oublier les rejets colonialistes de la rencontre.

V. Gauvin



Photo A.F.P.-U.P.I.

LE LYCÉE EXPÉRIMENTAL D'OLÉRON

CENT cinquante-six élèves (de la seconde à la terminale) ; trente profs (dont une vingtaine d'intervenants extérieurs contractualisés) ; un enseignant de type tout à la fois classique (français, math., philo., etc.) et technique (construction navale, aquaculture...) ; un mode d'organisation de la transmission du savoir tentant de concilier liberté et efficacité (le matin, les cours sont cloisonnés et, l'après-midi, ils se déroulent par groupes d'intérêts) ; une volonté évidente d'intégrer en douceur les individus à la vie collective (chaque élève nouveau est accueilli par un groupe d'anciens, et ensuite chaque élève s'insère dans un groupe de tutorat comprenant des profs et des élèves) ; un fonctionnement de type autogestionnaire (A.G. tous les premiers jeudis du mois, commissions spécialisées, bureau de coordination de quatre personnes renouvelé régulièrement) ; des rapports entre profs et élèves, adultes-enfants empreints de camaraderie ; un climat général de non-directivité ; le désir féroc et joyeux de changer les choses et la vie sans prêter le flanc à la démagogie ou aux psycho-drames, l'envie d'ancrer le changement dans la perspec-

tive d'une évolution lente des comportements ; une équipe pédagogique soudée ; des mômes qui recherchent un peu de liberté mais également des moyens (et donc des diplômes) de s'insérer dans la réalité économique existante ; une atmosphère bonne enfant toute à la fois cool et sérieuse ; le soleil, la mer... Telles sont les caractéristiques essentielles de cette deuxième rentrée du L.E.P.M.O. (Lycée expérimental polyvalent et maritime en Oléron), ce lycée expérimental qui a vu le jour l'an dernier dans l'île d'Oléron, dans la foulée de l'école expérimentale de Saint-Nazaire de G. Cohn Bendit. Une rentrée sans problème, donc. Sage ! Sereine ! Pleine de promesses quant à l'avenir ! Celui du L.E.P.M.O., comme celui d'une éducation nationale française managée par les socialo-communistes !

Pleine, de promesses : voire ! Car derrière l'apparence des choses se cache la réalité. Une réalité en forme d'équilibre impossible à perpétuer entre la liberté et la conformité aux normes existantes ! Une réalité en forme de cache-sexe destiné à dissimuler le membre flasque d'un gouvernement socialo-communiste impuissant par nature à transformer

les choses et la vie !

A l'origine du projet qui a servi de base au L.E.P.M.O., on trouve en effet deux motivations fondamentalement antagonistes. Le désir d'innover en matière de pédagogie ! De créer un espace d'autogestion aux couleurs de la liberté ! Et puis, celui d'être accepté par la population, les élus locaux, l'administration... les mômes même ; ce qui sous-entend d'être PRODUCTIFS dans le cadre du système existant et donc de faire au moins jeu égal avec les établissements scolaires traditionnels au niveau des pourcentages de réussite au bac.

Or, ces deux motivations sont, on s'en doute, difficilement conciliables. Les gosses qui entrent en seconde ont déjà un passé derrière eux. Un passé d'échec scolaire ou un passé d'adaptation aux normes. Et leur rapport à la liberté se place tout entier sous le signe de l'instabilité.

Par voie de conséquence, le L.E.P.M.O. ne peut que penser à un moment ou à un autre pour l'une ou l'autre de ses motivations originelles et mettre l'autre sous l'éteignoir ! Et c'est ce qui s'est passé cette année ! Les tenants, parmi l'équipe péda-

gogique initiale, de la liberté à tout crin ont dû céder la place à ceux dont l'objectif premier est d'être compétitif par rapport aux autres établissements scolaires.

Bref, dans l'optique réformiste qui était et qui reste celle du L.E.P.M.O. (à savoir démontrer qu'un lycée d'Etat peut à la fois permettre aux mômes de s'épanouir et de réussir aux examens traditionnels), les réformistes les plus sérieux l'ont emporté. Et si le L.E.P.M.O. voulait survivre il ne pouvait qu'en passer par là. Par le sacrifice de la liberté sur l'autel de la compétitivité !

Comme on le voit, la réalité de l'évolution du L.E.P.M.O. en un an tempère sensiblement l'enthousiasme que l'on peut éprouver sur la base des impressions d'un instant. Le potentiel « subversif » de ce type d'expériences est en fait très faible — c'est dans l'ordre des choses — et il n'y a donc pas lieu de parler d'un avenir plein de promesses. Mais ce n'est pas tout !

Dès le départ en effet, le LEPMO se voyait écrasé par l'ombre gigantesque de la SOLITUDE et de la STÉRILITÉ. Car qu'on ne s'y trompe pas, la force tranquille est tout ce qu'on veut,

sauf suicidaire ou idéaliste.

En autorisant Saint-Nazaire, le L.E.P.M.O. et trois autres expériences du même type, le gouvernement faisait à l'éducation le coup du Larzac et de Plogoff. Il se mettait dans la poche un certain gauchisme (« voyez, nous ne sommes pas comme les autres ») sans pour autant prendre le moindre risque de se laisser contaminer. Trois ou quatre bahuts différents, ce n'est nullement une menace pour les milliers de camps de l'ennui de l'éducation nationale. Et c'est d'autant moins une menace qu'en leur filant des crédits au compte-goutte et en les laissant s'empêtrer dans leur désir de changer les choses sans casser la baraque, ils sont condamnés à terme à rentrer dans le rang.

Au bout du compte, cela saute aux yeux, des expériences comme celles du L.E.P.M.O. ou de Saint-Nazaire sont vouées dans le meilleur des cas à végéter dans l'inconfort d'une réalité tout juste moins pire que la réalité dominante. Comme le réformisme dans lequel elles baignent de la tête aux pieds, elles sont sans avenir. Peut-être est-ce dommage, mais c'est ainsi !

J.-M. Raynaud

Le Mo
de nâtr
vos main
dépend
un gran
mes lib
rez ac
vers la
tuelle
Editor
octob

T

Monde lib
que vous
verez en
chiffre gr
numéros
les ai de
de travail
premier
nirs me
Lorsqu'il
passion q
autres. L
nostiquèr
les forts
sa qualif
appel à
hommes

Tout
petite lib
« Le ch
« Le je p
d'une tab
tants ét
par le co
anarchis
blement
plongé u
éblouis
avaient
paraître
la lignée
titre de
Louise M
entre le
douteux
Les cor
ment e
mais sit
les volet
crite da
unanime
commen
chiste, d
tituer, r
presse,
pour s'e
éparpill
plus cl
à rejo
journal
de libe
vie éco
pays pa
pointe
dir rapi

Je ve
ces mil
par le
Monc
Suzy C
Mauric
disparu
Laisan
se sont
un des
équipe
lions ou
gé dan
sensibl
miques
travers
que n
voulon
ple bu
mouve
confid
typé,
Trava
un jou
consac
le pai
lation
flexion
milita
le terr
mûrit

Le Monde libertaire vient de naître ! Son sort est entre vos mains. Son rayonnement dépend de vous ! En en faisant un grand journal que les hommes libres attendent vous accomplirez la transformation intellectuelle et sociale qui s'impose.

La Commission de presse

Editorial du Monde libertaire, n°1, octobre 1954.

500^e NUMÉRO

TRENTE ans bientôt ! C'était en octobre 1954 ! Le premier numéro du Monde libertaire paraissait ! Lorsque vous lirez ce texte, vous trouverez en dessous du titre, en chiffre gras, « n°500 » ! Ces 500 numéros du Monde libertaire je les ai devant moi sur ma table de travail et en manipulant le premier de la série, les souvenirs me reviennent à l'esprit. Lorsqu'il parut, il souleva la compassion des uns, la colère des autres. Les esprits chagrins pronostiquèrent sa disparition rapide, les forts en thème glorieux sur sa qualité : Ah, si on avait fait appel à nous ! Ainsi sont les hommes !

Tout commença dans une petite librairie de Montmartre « Le château des brouillards » que je possédais alors. Autour d'une table, une poignée de militants étaient réunis. Désignés par le congrès d'une Fédération anarchiste, qui se relevait péniblement de l'abîme où l'avait plongé un quarteron d'aventuriers éblouis par le marxisme, ils avaient pour mission de faire paraître un journal qui soit dans la lignée du Libertaire, le vieux titre de Sébastien Faure et de Louise Michel, qui allait sombrer entre les mains de politiciens douteux, avant de disparaître. Les congrès décident allégrement et dans l'enthousiasme, mais sitôt les lampions éteints et les volets tirés, lorsqu'il faut inscrire dans la réalité les décisions unanimes, les « emmerdements » commencent ! La Fédération anarchiste, qui venait de se reconstituer, ne possédait ni siège, ni presse, ni argent, ni librairie pour s'en procurer. Les militants éparpillés attendaient de voir plus clair avant de se décider à rejoindre l'organisation. Ce journal qui s'appellera Le Monde libertaire pénétrait dans la vie économique et sociale du pays par la petite porte, sur la pointe des pieds. Il allait grandir rapidement !

Je veux rappeler les noms de ces militants qui furent chargés par le congrès de « sortir » Le Monde libertaire. Certains comme Suzy Chevet, Georges Vincey, Maurice Fayolle, Bontemps ont disparu, d'autres comme Maurice Laisant, Pierre-Valentin Berthier se sont écartés et je suis, je crois, un des rares survivants de cette équipe. Ce journal nous le voulions ouvert sur l'extérieur, plongé dans la vie de tous les jours, sensible aux courants économiques, politiques, artistiques qui traversaient la société de classe que nous combattions. Nous voulions éviter qu'il soit un simple bulletin intérieur de notre mouvement, au vocabulaire confidentiel, à la phrase stéréotypée, à l'usage des militants. Travail difficile pour construire un journal qui doit à la fois être consacré à l'information qui est le pain quotidien de la population, à l'évolution de la réflexion théorique nécessaire au militant et à la culture qui est le terreau sur lequel la réflexion mûrit et s'épanouit. Et dans

la mesure de nos moyens Le Monde libertaire sera ce que le congrès de constitution avait voulu qu'il soit, et il l'est resté !

Pour que notre journal vive, il fallait des sous ! Les militants « crachèrent au bassin », les listes de souscriptions se remplirent et Suzy Chevet organisa des galas où passèrent Brassens, Ferré, Jacques Brel et beaucoup d'autres. Les abonnements affluèrent. Vendu à la criée, puis dans les kiosques, Le Monde libertaire put enfin quitter « Le Château des brouillards » pour s'installer dans ses meubles, rue Ternaux. L'administration d'un journal n'est pas chose facile et le lecteur qui apprécie un article ne se rend pas toujours compte de tout le travail que cela exige d'une équipe de militants bénévoles qui, en dehors des occupations qui leur permettent de vivre, aident le seul permanent de notre mouvement, qui tient la librairie. Et Georges Vincey fut l'animateur de cette équipe, qui permis à notre journal de vivre, de se développer régulièrement.

Mais un journal ne vaut que par son contenu. Il lui faut suivre l'actualité politique, sociale, internationale, tout en laissant sa place à la culture. Projet difficile pour une feuille d'abord mensuelle, qui n'est hebdomadaire que depuis quelques années, pourtant Le Monde libertaire ne manquera aucun des grands moments de l'histoire de ces trente dernières années.

Dès sa parution, il va engager une campagne vigoureuse contre la guerre d'Algérie et la décolonisation. Mais cette campagne que Fayolle et Laisant mèneront vigoureusement se livrera sur le terrain de classe, et il sera le seul, l'extrême gauche se vautrant dans le nationalisme algérien et lorsqu'on voit aujourd'hui ce que sont devenus les espoirs mis en cette « libération » où les hommes n'ont fait que changer de maîtres, on s'aperçoit de la légèreté de toutes ces écoles socialistes et de la solidité de la pensée libertaire. Notre journal ouvrira ses pages au Comité de liaison des révolutionnaires qui appellera à la lutte contre De Gaulle et les janssaires de l'O.A.S. Intransigent sur les principes de l'Anarchie que certains rêvent de faire glisser vers le matérialisme historique, il appellera à l'union de tous les révolutionnaires qui sont contre le régime, contre le système économique, contre l'autorité sous toutes ses formes.

Pour la presse révolutionnaire et intransigente, il existe des moments privilégiés où elle devient le reflet des espoirs des travailleurs. Ces moments, Le Monde libertaire ne les loupera pas. Feuilletons au hasard quelques uns de ces journaux qui dénoncent les agissements des généraux organisant un coup d'Etat, d'autres qui appellent à la solidarité avec les anarchistes espagnols en lutte contre Franco, certains qui mettent l'accent sur la rapacité du Capital, sur la lutte pour les salaires journaliers.

C'est l'histoire du combat des hommes contre les menaces de guerre, pour une vie meilleure, qui s'insèrent dans les pages frippées de notre journal, et en les feuilletant je ne peux m'empêcher de penser aux propos de Jules Vallés, le grand ancien créant le Cri du peuple et affirmant que son journal serait de tous les combats, grimperait sur toutes les barricades.

aucun complexe.

Les ans ont passés, nos cheveux sont devenus gris, les pages de ma collection du Monde libertaire ont jauni et pourtant notre journal est resté le même. Comme vous-même j'ouvre le numéro qui paraît avec curiosité. Le Monde libertaire s'inscrit bien dans la suite logique du vieux Libertaire de Sébastien

Faure, et pourtant il est différent, car il colle à l'évolution du monde qui nous entoure dont le mouvement est incessant. Et c'est dans ce mouvement que sa fidélité s'affirme, car il est bien connu que l'immobilité de la pensée annonce la décrépitude et la mort.

« Le rayonnement de notre journal dépend de vous » écrivions-nous dans le premier numéro du Monde libertaire et au moment où paraît ce numéro 500, cette réflexion est toujours juste. Malgré le développement des moyens audio-visuels de communication, la page écrite reste irremplaçable. Non seulement elle est le support de la pensée universelle, mais elle est sa mémoire ! Comme vous jugerez la génération auquel j'appartiens à travers ce qui est dit dans ces cinq cents premiers numéros, ceux qui viendront plus tard, bien plus tard jugeront l'action présente de l'organisation libertaire à travers les feuillets que nos jeunes camarades noircissent aujourd'hui pour remplir les pages blanches du journal.

C'est ça la destinée de notre journal à travers les temps : en même temps qu'il constituera l'histoire d'une époque, il témoignera de la part que priront les anarchistes à l'évolution du monde.

500 numéros, sans aucune interruption, c'est bien, mais l'équipe qui actuellement administre le journal et remplit ses pages est jeune. Certains d'entre eux palperont le millième numéro comme je palpe le cinquantième.

Les veinards !

Maurice Joyeux



ARGENTINE

Le 4 octobre, une grève générale suivie par 80 à 90% des travailleurs a été déclenchée à l'appel de la C.G.T. argentine. Depuis plusieurs mois déjà, à travers tout le pays et dans de nombreux secteurs économiques, des grèves sauvages ont éclaté. Comme au Chili, la situation économique en Argentine est catastrophique : dette extérieure de plusieurs milliards de dollars, inflation galopante, spéculations foncières, recours au F.M.I. pour couvrir les échéances de la dette, chômage et misère.

La dictature militaire a organisé des élections présidentielles pour le 30 octobre, qui marqueraient le retour de la démocratie politique. Les travailleurs argentins recouvreront-ils leur autonomie de classe en réaction à ces élections ? Celle-ci a été fortement ébranlée par l'union sacrée réalisée à l'instigation des militaires et des policiers lors de la guerre des Falkland, et la grève générale du 4 octobre est sujette à caution ; elle aurait été organisée pour canaliser les mécontentements et pour ne pas handicaper les péronistes qui briguent le pouvoir.

POLOGNE

Les cinq prisonniers politiques — Frasyniuk, Bednarz, Baluka, Kropownicki et Slowik, tous responsables de Solidarité — grévistes de la faim depuis le 12 septembre dans la prison de Barczewo, ont stoppé leur mouvement de protestation. Ce n'est que le 29 septembre que la nouvelle est parvenue car même la famille ou les avocats n'en avaient pas été informés, les contacts extérieurs étant supprimés. Ces militants ont été condamnés à plusieurs années de prison pour avoir

participé à un syndicalisme libre — comprennent dans le langage du « socialisme réel » : « tentative de déstabilisation de l'Etat par la violence ».

La clique militaire polonaise et ses tuteurs du Kremlin ont été désagréablement surpris par l'obtention par Lech Walesa du prix Nobel de la paix. Celui-ci a profité de l'occasion pour rappeler que Jaruzelski sera fatalement amené à négocier le retour de Solidarité à la légalité.

Nous préférierions que le prolétariat du monde entier exprime lui-même sa solidarité concrète avec les travailleurs polonais plutôt que d'applaudir à des attributions de prix qui ne seront jamais que des actes symboliques non significatifs d'un engagement réel.

ETATS-UNIS

Onze minutes. C'est le temps qu'il restait à vivre à un jeune condamné à mort, au Texas, avant de recevoir une dose de substance mortelle par injection intraveineuse. Un pourvoi lui a — momentanément — sauvé la vie.

Nombre de Texans auraient été choqués par le cynisme de ce sauvetage de dernière minute. Curieux sursaut de l'« opinion » alors qu'un récent sondage indiquerait que sept Américains sur dix sont favorables à la peine de mort. Mais une mort « propre », l'injection de produits mortels, sous contrôle médical — alors que le condamné attend parfois une heure entière attaché sur la table de mort —, les intraveineuses plantées dans les avant-bras n'honorent pas particulièrement ce pays, « le plus avancé le monde » comme aime à le répéter les dirigeants et une bonne partie de l'opinion américaine.

AFGHANISTAN : L'AMBIGUÏTÉ !

Un photographe revient d'Afghanistan où il a accompagné une mission médicale durant plus de deux mois. Il expose que l'information relative à la situation afghane souffre de lacunes graves. Son texte paraîtra sur quatre numéros.

La mission médicale de « Médecins du Monde »

A partir du 3 juillet commence la prospection itinérante dans les villages. Nous partons avec une équipe de cinq à dix moudjaheddines dont un ou deux servent d'interprètes anglais/pashtoun, une mule ou deux transportant bagages et matériel médical.

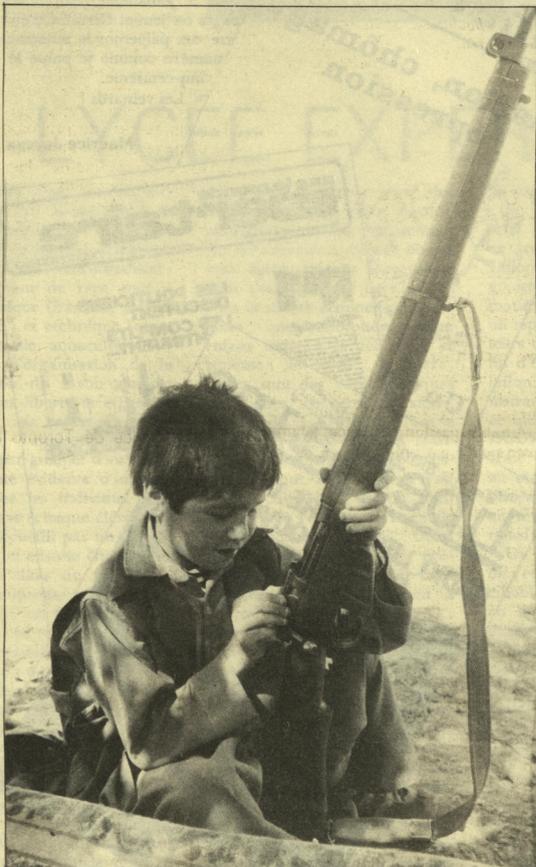
L'arrivée dans un village entraîne toujours le même rituel : que ce soit dehors ou dans une pièce, on commence par apporter tapis et coussins, puis le thé et les bonbons.

Ensuite, les consultations peuvent commencer. Elles ont lieu dans une pièce souvent mal éclairée ou dans la mosquée, quelquefois dehors. Les gens sont très pudiques (dans la vie courante, on ne relève même pas ses manches de chemise) et il est difficile de faire retirer une chemise. Dans les cas graves, il est encore plus difficile de faire retirer un pantalon. Pour les femmes, c'est pire. Quand elles ne sont pas vues dans une pièce à part, deux membres de la famille doivent tendre un patou (couverture) pour faire écran. Il faut glisser le stéthoscope sous les vêtements. Des femmes en grossesse difficile refusent l'examen gynécologique qui présuppose de toute façon l'autorisation du mari. Les gens qui viennent attendent surtout des pilules-miracle. Comme en Europe, il existe un fort pourcentage de faux malades. Pour ne pas les décevoir, on leur donnera un lot de consolation de l'aspirine, des multivitamines ou du sulfate de fer.

Il vaudrait mieux distribuer du savon de Marseille. Nous sommes en plein Moyen Age et la base des problèmes de santé en Afghanistan est l'hygiène déplorable. On distribue des produits contre la gale et les vers intestinaux, on veut démarrer un programme contre la tuberculose et il en résulte un beau gâchis (sauf pour les trusts pharmaceutiques...). Des gens arrivent avec une plaie infectée, on leur donne du mercurochrome, mais ils ne sauront toujours pas que le savon qu'ils ont chez eux est un antiseptique.

Il est aussi difficile et frustrant de demander à un médecin d'introduire des notions élémentaires d'hygiène qu'à un professeur d'université de s'occuper d'une classe maternelle. Pourtant, il faut commencer par le commencement. Et tout ici s'oppose à la moindre évolution : les coutumes et la religion se renforcent mutuellement pour aboutir à la société la plus figée qui soit.

Ghislain Belloret
(Fin de la première partie)



Enfant de moudjahid, Wardak, Afghanistan.

Photo Ghislain Belloret.

D'abord il faut reconnaître l'extrême sens de l'hospitalité dont les moudjaheddines font preuve tant à l'égard des médecins que des journalistes. Ils penseront peut-être que c'est un étrange remerciement que de révéler brutalement certaines composantes de la réalité afghane qui sont le plus souvent occultées. Ce serait les mépriser que de les réduire — comme certains le font — à un pion intéressant pour contrer l'impérialisme soviétique sur l'échiquier Est-Ouest.

Nous arrivons chez les moudjaheddines de Peshawar (Nord-Pakistan) le 21 juin. Le 22 juin, lever à 2 h 30 du matin. L'équipe médicale de Médecins du Monde (un médecin, deux infirmières auxquels se joindront un journaliste et moi, photographe) part pour une mission de deux mois et demi en Afghanistan. Nous nous engouffrons dans des taxis, deux par deux et moi en dernier. Les femmes sont recouvertes du chadrie, une voile qui ne laisse qu'un rectangle de fin grillage de fil à la hauteur des yeux. L'anonymat est total. Nous, nous sommes habillés en pashtounes, la tête enveloppée d'un gros turban.

Nous allons traverser les zones tribales, une région frontalière avec l'Afghanistan, au statut très particulier. C'est le Pashtounistan, une région autonome où la police pakistanaise n'a droit de contrôle que le long des routes et dans les grandes villes. Les étrangers y sont strictement interdits. C'est pourquoi, pendant les six heures de route et spécialement aux sept barrages de police, nous devons faire semblant de dormir, les moudjaheddines qui nous accompagnent répondant aux questions. Dans tous les villages, nous croisons des Pashtounes, guerriers par tradition, en bandes fortement armées.

Si nous sommes découverts, nous pouvons passer jusqu'à sept jours en prison à Peshawar. C'est ce qui vient d'arriver à un médecin français qui s'est fait découvrir sur le chemin du retour, sa mission terminée.

Nous abandonnons nos taxis à une heure de marche de la frontière et gagnons la première chay-kana sur la piste, côté afghan. C'est une maison qui sert de relais, où on peut dormir et prendre le thé. Les moudjaheddines ont retrouvé leurs armes. Deux mules portent les bagages et les médicaments. Nous traversons une première plaine de nuit et marchons jusqu'à 21 h 30. Nous allons traverser la

province de Pakhtia.

Pendant une semaine, nous allons suivre des sentiers muletières, des lits de torrents, traverser de nuit des zones où il est préférable que nous ne soyons pas vus (nos accompagnateurs craignent une dénonciation dans certaines régions du Pakhtia). On trouve de l'eau partout grâce aux nombreux ruisseaux qui descendent des montagnes.

Le 24 juin, nous atteignons la route Khost-Gardez et une Toyota « plateau » nous conduit sur un tronçon de 22 kilomètres qui n'est plus utilisé par les gouvernementaux. Nous y voyons les carcasses de nombreux chars et blindés d'une colonne de l'armée de Kaboul anéantie au cours d'une embuscade au début de la guerre en 1979.

Le 26 juin, nous partons à 3 heures du matin et franchissons le dernier col, à 3 800 mètres. Vent froid et plaques de neige. Après la pause et le thé dans une chay-kana, nous atteignons Rouani-Seb, lieu de pèlerinage musulman d'où l'on domine la plaine de Zermat, large de 30 kilomètres, et qui se passe généralement la nuit. Nous la traversons en pleine chaleur, en début d'après-midi. Vers 17 h 30, trois alertes successives : deux groupes de deux, puis un groupe de quatre hélicoptères lourds survolent la vallée. A chaque fois, nous plongeons dans le fossé et nous nous recouvrons de notre patou, une couverture marron qu'on ne quitte jamais, qui sert à tout et entre autres à se camoufler. Mais ce ne sont pas des alertes sérieuses, les hélicoptères font manifestement une liaison et volent à haute altitude. Vers 9 h du soir, nous sommes sur les contreforts qui bordent la plaine de l'autre côté. Nous pouvons obtenir du thé, mais nous devons repartir à 10 h pour des raisons de sécurité. Encore quatre heures de marche dans la montagne. Ça fait vingt-quatre heures que nous sommes sur la brèche. C'est une étape exceptionnelle, mais nous arrivons épuisés et nous avons parcouru plus de 60 kilomètres.

Le 28, à 4 heures du matin, nous arrivons à Mardalla, village du district de Geratu dans le Wardak, après une marche coupée de nombreuses pauses et un passage d'une heure dans un camion pour passer une vallée, de nuit, tous feux éteints. Le 29 au soir, nous arrivons chez Amin Wardak, chef militaire de Geratu, après une semaine de marche.

CHRONIQUE DES REVUES ALLEMANDES

ANNA
Journal des anarcho-syndicalistes du pays minier. Ce journal paraît irrégulièrement (environ 5 à 6 fois par an) et aborde dans chaque numéro un thème particulier : « Architecture et capitalisme » (n°11), « La signification du travail aujourd'hui » (n°12), « La répression » (n°13). Le prochain numéro portera sur l'antimilitarisme. Le comité de rédaction d'Anna demande parfois le concours de personnes extérieures pour traiter les thèmes importants. Son but est de propager les propositions anarchistes. Anna existe depuis trois ans, tout d'abord sous forme de feuille locale, aujourd'hui comme forum de discussions entre les groupes anarchistes.

FREIGEISTIGE AKTION
Revue pour la libre pensée et l'humanisme, avec des études très intéressantes sur la montée du fascisme en Allemagne dans les années 30, la fabrication des divinités, le miracle, et des notes de lecture sur des ouvrages récents, tel que « Cent ans d'histoire sainte » (qui couvre la période de Léon XIII à Pie XI) ainsi qu'une analyse des rapports entre l'écologie, la réalité et l'industrie. Les libres penseurs et humanistes se régaleront.

FREIE GESELLSCHAFT
Le n°8 vient de paraître avec au menu des articles croustillants d'actualité : « L'Etat vert » ou la reproduction de la structure étatique au travers de la politique des Verts ; « Quelques réflexions sur le mouvement pacifiste » ; « En route vers l'Etat de surveillance » ; une interview d'Alexandre Skirda à propos de son livre : « Makhno, le cosaque de l'Anarchie » et un article fondamental de G. Bartsch « Proudhon ou Marx ? » qui remet bien les choses en place. En outre, chaque numéro contient la traduction de l'autobiographie de G. Leval. Cette revue, qui paraît trimestriellement, est l'équivalent de La Rue (la revue culturelle du groupe Louise-Michel de la F.A.).

MONTRÉAL : UNE LIBRAIRIE DIFFÉRENTE !

La Librairie-Alternative
Il existe à Montréal une librairie anarchiste, la Librairie-Alternative. Le but de cette librairie est de promouvoir les idées anarchistes et, plus largement, les idées anti-autoritaires. La librairie est un lieu de rencontre pour les anarchistes et pour ceux et celles qui ont des idées proches des leurs. Lire, flâner et discuter de différents sujets sont des activités qui y sont encouragées.

Le collectif de la librairie est un collectif autogéré. Les membres du collectif gèrent et contrôlent toutes les activités inhérentes à une librairie anarchiste. Le collectif est structuré de sorte

qu'il puisse permettre à ses membres autant de liberté individuelle que possible. On prend toutes les décisions (importantes) collectivement par l'intermédiaire de rencontres régulières, où l'on s'efforce d'assurer la pleine participation de chaque membre.

Dans la mesure du possible, les décisions sont prises par consensus, pour garantir la satisfaction mutuelle des membres et pour mieux respecter les voix dissidentes.

L'organisation et la fonctionnement de la librairie sont rendus claires et transparents pour tous les membres. On évite le principe de la spécialisation des tâches. Les membres changent

de tâches à tour de rôle pour familiariser chaque membre avec les diverses tâches à accomplir.

La Librairie-Alternative est anti-profit. Dans la mesure du possible, on baisse les prix sur les livres tout en évitant de risquer de faire faillite.

Pour être membre du collectif, il faut travailler régulièrement à la librairie ou bien aux tables de littérature de la librairie.

Une librairie à encourager, n'est-ce pas !

La librairie est située au 2033, boulevard Saint-Laurent. Montréal.

Le Q-Lotté n° 47

SEIICHI, L'ÉDITEUR DU LIBERTAIRE JAPONAIS

L'article suivant est extrait du journal australien : *The Libertarian Workers Bulletin* réalisé par un groupe anarcho-communiste : « Les travailleurs libertaires pour une société autogérée ». Ce groupe a vu le jour à Melbourne au milieu de l'année 1977. Le journal, publié quatre fois par an, existe depuis cinq ans et est distribué localement, nationalement et à l'étranger.

Les principaux buts du journal sont :

- d'informer les lecteurs des idées de base de l'anarchisme ;
- de garder les sympathisants en contact avec les activités du groupe de Melbourne ;
- de publier des articles locaux, nationaux et internationaux sur l'anarchisme ;
- de rééditer les meilleurs articles sur l'anarchisme reçus par le groupe ;
- de donner un sens à l'internationalisme anarchiste en informant les lecteurs des activités des anarchistes à l'étranger.

Miura Seiichi est né le 20 décembre 1902. Dans sa jeunesse et en dépit de l'opposition il se convertit au christianisme qui devient alors un élément formateur de sa personnalité. A partir de 1924, sous l'influence de Toyohiko Kagawa, il milite pour le socialisme chrétien, vit et prêche l'Evangile dans le quartier pauvre de Fukagawa à Tokyo. A cette époque, le Japon est dans une période de changement et subit l'influence du socialisme et du communisme.

Miura Seiichi lit alors un grand nombre de livres sur ces idéologies et les mouvements sociaux. Il devient sceptique sur la religion et quitte Fukagawa pour réfléchir. Après plusieurs années de réflexion, il abandonne définitivement l'idéologie chrétienne et en 1930, il rend visite à Sanshiro Ishikawa, un anarchiste fort réputé au Japon

qui le convaincra aux idées. Ishikawa, de son côté, avait également milité pour le socialisme chrétien et s'était exilé en Belgique puis en France pour échapper de justesse aux arrestations de 1913 (1).

Quand Miura Seiichi rencontre Ishikawa et devient son élève, le mouvement anarchiste japonais est divisé. Une partie, menée par Iwasa et Shuzo Hata, se disant être de purs anarchistes, rejette Ishikawa en tant qu'anarcho-sindicaliste. Ishikawa qui avait étudié l'histoire ancienne de l'Asie encourage Miura Seiichi à s'y intéresser et cela deviendra pour lui une véritable passion. En même temps, il participe à un magazine : *Kokusen* publié par un groupe autour d'Ishikawa.

Dans l'intervalle, le Japon dérape à droite et les mouvements sociaux de travailleurs sont durement réprimés. En 1939, le mouvement anarchiste connaît des difficultés et Miura Seiichi rencontre également des problèmes pour gagner sa vie. Il part alors pour Tsing-Tao en Chine, y trouve du travail et passe son temps à étudier l'histoire ancienne jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. C'est en décembre 1945 qu'il revient au Japon.

En 1946, les anarchistes japonais se rencontrent à Tokyo et organisent la Fédération japonaise des anarchistes. Bien qu'il y participe, Miura Seiichi pouvait difficilement faire des meetings, connaissant de gros problèmes économiques. Quand Taiji Yamaga tomba malade, il assumera la responsabilité de la section internationale de la Fédération.

En 1969, après la dissolution de la Fédération japonaise des anarchistes, Miura Seiichi publie un petit mensuel : *Le Libertaire*. Petit, parce qu'il espérait le publier aussi longtemps qu'il le pourrait sur ses propres revenus. Aujourd'hui, Miura Seiichi à 81 ans, édite toujours *Le Libertaire* et lutte encore pour l'anarchisme.

Libertarian Workers Bulletin

(1) En Belgique et en France, Paul Reclus (le neveu d'Elisée Reclus) pris soin de lui et le mena à l'anarchisme. Ainsi en 1920 c'est un militant anarchiste qui retourna au Japon.

CANADA

LIBERTÉ POUR LES CINQ

ARRÊTÉS le 20 janvier 1983, Gerry Hannah, Ann Hansen, Brent Taylor, Julie Belmas, Doug Stewart ; cinq militants écologistes encouragent aujourd'hui la prison à vie.

Dix-neuf à vingt-quatre chefs d'accusation pèsent sur eux :
• Sabotage d'une station hydroélectrique (destinée à un usage nucléaire) ;
• Sabotage des industries Litton (qui produisent le système de guidage des missiles Cruise) ;
• Plasticage de trois vidéothèques pornographiques ;
• Ainsi que tout un éventail d'accusations allant de la détention d'armes à l'atteinte à la propriété, en passant par le complot politique.

Après avoir plaidé non coupable et s'être vu rejeter une demande de mise en liberté provisoire sous caution, les cinq militants sont actuellement emprisonnés à la prison d'Oakalla, attendant le premier des quatre jugements prévu courant septembre, les suivants s'échelonnent sur une période de six mois.

Bien que les autorités n'aient pas de témoin à charge, elles ont entrepris de soumettre les cinq militants à une série de séances d'enregistrements et de transcriptions afin d'établir le fait qu'ils appartiennent à une « cellule anarchiste terroriste ».

Les intentions de l'Etat vis à vis de ces cinq militants écologistes sont claires : en s'évertuant à faire planer le spectre du terrorisme autour d'eux, il entend discréditer leurs actes aux yeux de l'opinion publique, mais au-delà du procès de ces cinq militants, l'Etat tente surtout de criminaliser les mouvements libertaires et de neutraliser toute opposition. Pour prouver le fait que l'ensemble du mouvement pacifiste est placé dès à présent sous surveillance étroite. Le gouvernement vient en effet d'introduire une nouvelle législation visant à établir un service de renseignement canadien, muni de pouvoirs plus étendus que ceux dont sont dotés le F.B.I. et la C.I.A.

La police de Toronto a déjà opéré toute une série d'expéditions parmi les groupes pacifistes afin de s'emparer de leurs fichiers. La police de Vancouver a quant à elle effectué des descentes aux domiciles des amis des cinq militants.

En dépit des intimidations policières dont sont victimes ceux qui sont déterminés à soutenir les cinq militants, la solidarité s'accroît :

- des comités de soutien se sont formés à Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Montréal, Hamilton, Ottawa, Seattle, San-Francisco, Londres ;
- des posters, des badges, des tee-shirts, des cartes postales ont été conçus à l'effigie des cinq militants ;
- des manifestations ont eu lieu à Vancouver, Toronto, Montréal et San-Francisco.

LE SERVICE PUBLIC DEVANT L'INTERNATIONALE



L'idée précise de la Fédération des communes est loin d'être formulée; et notre travail ne sera qu'une bien faible étape sur la route de défrichage du problème social. Poser la question de réorganisation sociale en employant la formule soumise aux délibérations du congrès de Bruxelles (4), c'était inévitablement égarer les intelligences sur les véritables termes de la question, c'était d'avance conclure à l'Etat ouvrier. De même que cet Etat, pour être définitivement éliminé des conceptions des travailleurs, devra recevoir de plus complètes atteintes que la critique que nous lui consacrons dans le précédent chapitre (5), de même la Fédération des Communes, pour sortir victorieuse de nos débats, devra être démontrée plus complètement.

Pour résoudre rationnellement le problème de la réorganisation sociale, il ne fallait pas demander « par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale », mais se demander quelles seraient les bases de la société nouvelle.

Une fois la question ainsi posée, nous n'avions qu'à ouvrir l'histoire de l'Association internationale des travailleurs, et nous y trouvions la réponse.

En effet, deux principes, d'une conséquence historique immense, se sont dégagés des débats et des luttes intestines qui ont agité notre Association: le principe de la propriété collective, comme base économique de la nouvelle organisation sociale, et le principe d'autonomie et de fédération, comme base de regroupement

Voici donc, la deuxième partie du rapport de la section des graveurs et guillocheurs du district de Courteley, défendu au congrès de la Fédération jurassienne en 1875. Le texte présenté la semaine dernière tendait à réfuter l'Etat ouvrier comme solution au problème des services publics dans la société future.

A cette solution préconisée par la section belge de l'A.I.T., sous l'influence de César de Paepe; Adhémar Schwitzguébel, le rédacteur du rapport que nous publions, oppose la Fédération des communes. Si Schwitzguébel (1844-1895) se rapprocha vers la fin de sa vie des thèses de De Paepe, tout en restant favorable à un syndicalisme regroupant les différentes écoles du socialisme, il fut pendant de nombreuses années, un des principaux animateurs de la Fédération jurassienne.

Fils d'un petit graveur de Sonvillier membre du parti « libéral » suisse, Schwitzguébel s'intéressa très tôt aux affaires publiques. Les créations des premières sections suisses de l'Internationale le firent abandonner le terrain politique pour le combat économique, ainsi dès sa fondation en mars 1866, il adhéra à la section de Sonvillier. Il fut d'ailleurs le délégué de cette section au congrès de l'Internationale tenu cette même année à Genève. Il participa pratiquement à tous les congrès de l'Internationale et évidemment à ceux de la Fédération jurassienne y compris son dernier à la Chaux-de-Fonds en 1880.

Il fut de tous les combats du socialisme libertaire: en

des individus et des collectivités humaines. Pour rechercher quelle serait la nouvelle organisation sociale, pourquoi, au lieu de se rendre compte des conséquences nécessaires de l'application des deux principes énoncés ci-dessus, se demander ce qui serait service public, par qui et comment seraient faits ces services publics? En raisonnant rationnellement, on eût dû se dire: Nous nous trouvons en présence de la nécessité de transformer la propriété individuelle en propriété collective: quel est le moyen le plus pratique d'opérer cette transformation? — C'est que les travailleurs s'emparent directement des instruments de travail, qu'ils ont fait fonctionner au profit des bourgeois et qu'ils doivent désormais faire fonctionner à leur propre profit. Cette mesure révolutionnaire est supérieure en pratique à tous les décrets des assemblées dictatoriales qui se croiraient autorisées à diriger la Révolution ou l'émancipation intégrale des classes travailleuses; et l'action spontanée des masses populaires, d'où elle peut seule sortir, est, dès les premiers actes de la Révolution, l'affirmation pratique du principe d'autonomie et de fédération, qui devient la base de tout groupement social. Avec les privilèges économiques de la bourgeoisie, ont sombré dans cette tempête révolutionnaire, toutes les institutions de l'Etat au moyen desquelles la bourgeoisie maintient ses privilèges.

Etudions maintenant les conséquences, au point de vue de la réorganisation sociale, d'une pareille révolution. Dans une loca-

lité quelconque, les différents corps de métiers sont maîtres de la situation: dans telle industrie, l'outillage utilisé est de minime valeur; dans telle autre, il est d'une valeur considérable et d'une utilité plus générale; si le groupe des producteurs employés dans cette industrie doit être propriétaire de l'outillage utilisé, cette propriété peut créer un monopole pour un groupe de travailleurs, au détriment des autres groupes. Les nécessités révolutionnaires, qui ont poussé les groupes travailleurs à une action identique, leur dictent également des pactes de fédération, au moyen desquels ils s'assurent mutuellement les conquêtes de la Révolution; ces pactes, nécessairement, seront communaux, régionaux, internationaux, et contiendront les garanties suffisantes pour qu'aucun groupe ne puisse accaparer à lui seul les bénéfices de la Révolution. C'est ainsi que la propriété collective nous paraît devoir être tout d'abord communale, puis régionale et même internationale, suivant le développement et l'importance plus ou moins générale de telle branche de l'activité humaine, de telle richesse naturelle, de tels instruments de travail accumulés par un travail antérieur.

Quant à la constitution des groupes de producteurs, la spontanéité des intérêts révolutionnaires qui leur ont donné naissance sera le point de départ de leur organisation, et du développement de cette organisation au point de vue de la réorganisation sociale. S'étant groupés librement pour l'action révolutionnaire, les travailleurs continueront ce libre groupement pour

1869 contre le « coulleyrisme », socialisme bourgeois (1); en 1870 il s'affirmait collectiviste et voulait « substituer l'organisation fédérative des corps de métier et la lutte sur le terrain économique international par la grève, à l'organisation en parti politique cantonal et national et à la lutte sur le terrain électoral » (2); en 1871, il se rendait en France afin de porter des passeports aux proscrits de la Commune; en 1872 à La Haye, il défendait avec Guillaume les principes d'autonomie et du fédéralisme contre le centralisme du Conseil général de l'Internationale; en 1873, 1874, participait au congrès de l'Internationale dite anti-autoritaire. A Berne, en mars 1877, la commémoration de la Commune lui fournit l'occasion de porter l'immense drapeau rouge, symbole de la Commune écrasée... et de le défendre contre la police. Pour l'anecdote, c'était la première fois dans l'histoire de l'Internationale en Suisse que la gendarmerie intervenait brutalement contre une manifestation. Une manifestation pacifique, même si, en souvenir des coups donnés, par des nervis de la bourgeoisie aux manifestants commémorant ce même événement, l'année passée, l'atelier coopératif des graveurs avait négligé son travail pour fabriquer des coups-de-poing américains (3).

Après bien des vicissitudes d'ordre familial et professionnel, il acceptait en 1891 le poste d'adjoint romand au secrétariat ouvrier suisse, et fondait deux ans avant sa mort, la Fédération ouvrière horlogère suisse qui s'illustra dans les grèves du Leberbeg.

l'organisation de la production, de l'échange, de la circulation, de l'instruction et éducation, de l'hygiène, de la sécurité; et de même que, dans les luttes révolutionnaires, l'attitude hostile d'un individu dans tel groupe, d'un groupe dans telle Commune, d'une Commune dans telle région, d'une région dans l'internationalité, n'ont pu empêcher la marche triomphante de la Révolution, de même l'isolement, lorsqu'il s'agira du développement des conquêtes de la Révolution, ne pourra arrêter la marche progressive des masses travailleuses agissant librement.

Qu'on remarque bien la différence essentielle entre l'Etat ouvrier et la Fédération des communes. L'Etat détermine ce qui est service public et l'organisation de ce service public: voilà l'activité humaine réglementée. Dans la Fédération des communes, aujourd'hui le cordonnier travaille chez lui dans sa chambre; demain, par l'application d'une découverte quelconque, la production des chaussures peut être centuplée et simplifiée à la fois: les cordonniers alors s'unissent, se fédèrent, établissent leurs ateliers, leurs manufactures, et entrent ainsi dans l'activité générale. Il en est de même de toutes les branches de l'activité humaine: ce qui est restreint s'organise d'une manière restreinte, ce qui est général, d'une manière générale, tant dans les groupes que dans les Communes et les Fédérations. C'est l'expérience, le développement de chaque jour, mis au service de la liberté et de l'activité humaines.

Que sont devenus, dans cette

organisation, les services publics de l'Etat actuel, sa législation, sa juridiction, sa police, son armée, son école et son église officielles? Le libre contrat a remplacé la loi; s'il y a des conflits, ils sont jugés par des tribunaux d'arbitres dans les groupes où éclatent ces conflits; et quant aux mesures de répression, elle n'ont plus leur raison d'être dans une société fondée sur la libre organisation, l'organisation et l'action de tel groupe ne pouvant en aucune manière nuire si l'organisation et l'action du groupe auquel j'appartiens sont également respectées, et cette organisation et cette action pouvant difficilement s'écarter des intérêts de l'humanité émancipée, après que la Révolution sociale aura balayé toutes les conséquences pratiques du bourgeoisisme. Un service de sécurité pourra peut-être encore avoir son utilité temporaire, mais ce ne pourra plus être une institution ayant un caractère général, indispensable, vexatoire, oppressif, comme dans l'ordre actuel.

L'humanité pourra s'élancer libre dans les recherches scientifiques, en appliquant les découvertes nouvelles dans l'intérêt de tous.

(1) L'Internationale de James Guillaume, 115 F.

(2) Quelques écrits de Schwitzguébel, 50 F à la librairie du Monde libertaire.

(3) La Fédération jurassienne de M. Enckell, 16 F.

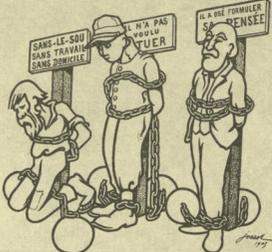
(4) La question placée à l'ordre du jour du congrès général de Bruxelles, en 1874, avait été posée en ces termes: « Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale? »

(5) Voir M.L. n°498, première partie concernant l'Etat ouvrier.

NOTE DE LECTURE

OBJECTEURS, INSOUMIS, DÉSERTEURS, HISTOIRE DES RÉFRACTAIRES EN FRANCE

de M. Auvray



PARCE qu'à un moment donné, ils en ont marre ! Ou parce qu'il n'est pas question pour eux de tolérer l'intolérable ! Par dizaines ! Par centaines ! Par milliers ! Revenants de l'enfer, crosse en l'air, crosse par terre ! Gueux pathétiques du « ras-le-bol » ! Petit peuple de la révolte, papiers jetés, papiers crachés ! Aristos du refus, écoute un peu, je sais pourquoi ! Le cœur serré par l'angoisse ! Ou bien « à l'aise Blaise », tapi au chaud dans le cocon d'une armure philosophique, religieuse ou politique ! Les yeux mouillés de peur ! De haine ! De désarroi ! Le visage rayonnant de certitudes ! Cent fois réprimés, massacrés, écrabouillés, rattachés, exterminés... ! Cent fois renaissants de leurs cendres ! Hier ! Aujourd'hui ! Et demain, peut-être ! Ils disent non ! Ils gueulent non ! Ils refusent ! Ils posent leur refus en ACTES ! Refus de la conscription ! Du service militaire ! De l'armée ! De la militarisation de la société !

Ils, ce sont les réfractaires à la chose militaire ! Les objecteurs ! Les insoumis ! Les déserteurs ! Une poignée, mais parfois aussi une véritable armée ! Une armée sans âme, hélas ! Éclatée à l'infini des motivations de toutes sortes ! Une armée saignée régulièrement à blanc par les coups des pouvoirs en place ! Décimée par le caractère souvent éphémère de l'engagement de ses soldats ! Une force potentielle, donc, mais rarement réelle ! Dont on tait la voix, bien sûr, mais qui d'elle-même a un penchant certain pour le brouhaha ! Une armée qu'on connaît mal, donc ! Dont on s'arrange pour qu'on la connaisse mal ! Un mouvement social qui a traversé les siècles et qui pourtant fait partie des oubliés de la mémoire collective ! Trop dérangeant peut-être !

Bref, en un mot comme en cent les objecteurs, déserteurs, insoumis et réfractaires sont des voyageurs sans bagages de l'histoire. On les craint ou on les admire, mais en fait, on les connaît peu ! Leur histoire reste à écrire ! Restait à écrire !

Avec le livre de Michel Auvray (1) en effet, c'est désormais chose faite. Et de quelle manière. Précis, sérieux, documenté, il nous retrace l'histoire des réfractaires en France, et son livre est une véritable mine de renseignements. De plus, il ne se contente pas de nous énumérer des faits et des dates. Il les replace dans leur contexte. Dans celui de la construction, pierre à pierre, de l'Etat et du capitalisme ! Et mieux, il se pose carrément le problème en termes anthropologiques, s'interrogeant à l'unisson de P. Clastres sur le rapport entre la naissance de l'Etat et l'apparition et l'institutionnalisation des castes guerrières dans les sociétés primitives.

Comme on le voit, ce livre a de l'envergure. Il nous balade dans le passé des réfractaires en allumant des projecteurs dans toutes les directions. Où ? Quand ? Comment ? Pourquoi ? Tout y passe ! L'empire romain ! Le Moyen Age ! La Révolution ! 14-18 !... Tous les réfractaires, sans exception, sont placés sous les feux de sa recherche. Et en ce sens il démythifie et démystifie ce mouvement social souvent idéalisé. Il nous conte ceux qui ont peur, qui fuient, comme ceux qui réfléchissent leur refus. Il nous montre les points communs et les contradictions, voire les désaccords, entre les uns et les autres. Révoltés d'un jour, droits communs, mystiques, pacifistes, non-violents, antimilitaristes, réformistes, révolutionnaires... Il nous retrace l'histoire en mouvement et le mouvement de l'histoire des réfractaires.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Ce livre n'est pas seulement un livre d'histoire ! C'est également le livre d'un militant ! D'un acteur de cette histoire !

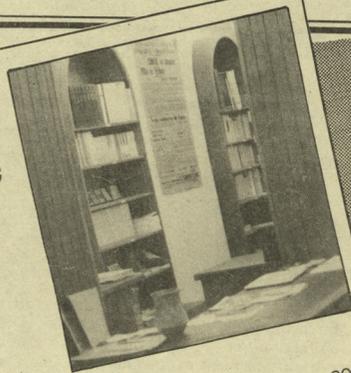
Dans son livre, en effet, Auvray accorde beaucoup de place au passé récent et au présent. Mai 68, la dernière décennie, l'arrivée de la gauche au pouvoir... sont analysés avec la même pertinence, que les siècles passés, avec un souci évident de mettre à nu le comment des choses, mais avec en plus la volonté de tirer la leçon de ce qui s'est passé, pour faire avancer les choses. C'est ainsi que des témoins de Jehovah, à Lecoin, en passant par les non-violents, et les insoumis totaux, il nous dépeint la montée lente d'une certaine radicalisation et les choix auxquels se trouve présentement confronté le mouvement des réfractaires avec l'arrivée de la gauche au pouvoir : réformisme, intégration ; ou bien marginalisation ; ou encore antimilitarisme généralisé, révolution...

Bref, c'est un bouquin super. Un livre d'histoire et un livre d'actualité. Un livre de faits, mais également de vie et d'espoir. Un livre à lire assurément car c'est une arme de choix pour le présent... et pour l'avenir !

J.-M. Raynaud

(1) Edition Stock 2, en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 95 F.

Livres en vente à la librairie du Monde libertaire



La Barbarie moderne, C.-A. Laisant.....	60 F
Laboratoires de l'utopie, R. Creagh.....	80 F
Discours de la servitude volontaire (nouvelle édition), La Boétie.....	20 F
L'itinéraire de Célestin Freinet, Elise Freinet.....	24 F
Pacifisme et antimilitarisme, Nicolas Faucier.....	60 F
Pour ou contre Summerhill.....	31 F
Les migrations montagnardes en France, Abel Poitrineau.....	98 F
Histoire de l'anarchie, Max Nettlau.....	79 F
Nestor Makhno, Alexandre Skirida.....	110 F
Vingt-cinq ans d'histoire du planning familial.....	70 F
Objecteurs, insoumis, déserteurs, Michel Auvray.....	95 F
Quelques écrits, Adhémar Schwitzguébel.....	50 F

FERMETURE DU CENTRE G. BRASSENS

LE centre G. Brassens de Nanterre vient de fermer. Créé en octobre 82, c'était un lieu important pour la chanson française dans la région parisienne. Il ne s'y déroulait pas seulement des spectacles comme les « 4-1 » dans lesquels quatre artistes, inconnus et connus, se succédaient dans une même soi-

rée (1), ou « Que diable nous chantez-vous là ? », sur l'histoire de la chanson française, mais aussi des expositions, des projections, des stages, des ateliers... Le centre G. Brassens était aussi le lieu de coordination des chanteurs d'Ile-de-France et c'est aussi là que fut fondée la première « Ecole de la chanson » en France. L'école de la chanson était un moyen, pour un prix à la portée de tous, d'apprendre le sol-fège, la composition, la guitare, le piano, la technique du chant, bref tout ce qui peut-être bon à savoir pour un chanteur. Eh bien, voilà : tout cela n'aura pas duré une année... Pourquoi ? Il n'est pas dou-

teux qu'organiser tant d'activités réclame un budget assez élevé ; or, il semble qu'il y ait eu quelques problèmes de gestion, et un désengagement prématuré d'un certain nombre d'organisations subventionnant le centre.

Tout n'est cependant pas perdu puisque La Tanière (2) accueille désormais l'Ecole de la chanson (3). Il reste bien triste, tout de même qu'un tel lieu de spectacles disparaisse.

Guy

(1) On a pu voir C. Magny, J. Serizier, C. Nicolas, Classées X, P. Auberson, Y. Théraulaz, J.-R. Caussimon...
(2) 45bis, rue de la Glacière. Paris 13^e.
(3) Les Ateliers chansons de Paris : Tél. 303.37.84.

PARTONS POUR ICARIE

EN 1840, lorsque Cabet publie *Voyage en Icarie*, un roman d'anticipation sociale dans la tradition de l'Utopie de Thomas More, de la *Cité du soleil* de Campanella, ou du *Télémaque* de Fénelon, il ne se doute pas que la concrétisation de ce rêve humanitaire serait un échec.

Partons pour Icarie (1) est le récit de cette tentative pour construire une cité idéale, sans détruire les monstruosités du système capitaliste. Une tentative soutenue par la souscription du *Populaire* lancée auprès des cent mille fidèles de Cabet. Ainsi, ce fils de tonnelier, journaliste, député, exilé en 1843, 1848, 1852 ; l'épouvantail de la bourgeoisie — malgré un programme politique pacifique et réformiste — détourna, pour reprendre les mots de Benoit Malon, « de l'action socialiste toutes les forces vives dont il disposait (sic !) pour les épuiser à la fondation d'une colonie communiste en Amérique ».

Partons pour Icarie est un livre captivant même si des doutes peuvent être émis sur l'utilité d'un tel essai, sur le fonctionnement interne de cette communauté variant au cours du temps entre la dictature et l'assemblée effrénée, ou sur l'idée de communauté. Car à chaque chapitre, une nouvelle calamité s'abat sur les Icariciens : nuées de moustiques, paludisme, abandons, escroqueries, scissions, calomnies, incendies, foudre, mort du père spirituel, re-scissions, guerre civile américaine.

Il faut reconnaître que si de la première Icarie fondée au Texas, en passant par celle de Nauvoo, d'Iowa par Icaria Speranza à la Nouvelle-Icarie des centaines d'hommes et de femmes ont vécu de 1848 à 1898 une expérience étonnante et le journal intime de Marie Marchand, icarienne née en Icarie, qui constitue une partie essentielle de ce livre, en est le vivant témoignage, on sort de *Partons pour Icarie* en se demandant ce qu'ils allèrent faire dans cette galère.

Jean-Marc Groupe Fresnes-Antony

(1) Edition Perrin

Le soutien à Radio-Libertaire continue : le conseil syndical de la section de l'Oise du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.) vient d'adresser une motion de soutien au Premier ministre.

MICHEL NOUS A QUITTÉ

Michel, c'était un copain qui il y a quelques mois s'était intégré dans l'équipe de Radio-Libertaire. Discret, modeste, efficace, il avait mis une grande partie de son temps et de son enthousiasme au service de la lutte de notre station. Et le samedi 24 septembre, la nouvelle incroyable nous parvenait : après une très brève maladie, Michel nous a quitté pour toujours. Lundi 3 octobre, ses parents, ses amis, ses collègues de travail et des compagnons de R.-L. lui ont dit un dernier adieu, comme il l'avait souhaité : sans phrases, sans fleurs, mais, avec la diffusion des textes et des chansons qu'il aimait : Léo Ferré, Gaston Couté, etc. Michel, nous ne t'oublierons pas.

Radio-Libertaire

LA « COLÈRE » DE LA CGC : un effet bluff...

A INSI, à en croire M. Marchelli, « l'ère de la contestation et de la colère » serait officiellement ouverte. C'est la C.G.C. qui a donné le signal en descendant dans les rues de Paris et des grandes villes de province.

La manifestation « syndicale », surtout dans la capitale, a pris un tour très politique, celui d'une démonstration de droite et même d'extrême droite. Il ne pouvait guère en être autrement, malgré quelques précautions oratoires, puisque la C.G.C. avait ratisé large en conviant à son cortège les mécontents des professions libérales, de l'université et de la police.

De plus, comme les cadres n'aiment pas se salir les mains, ils avaient fait appel, pour le service d'ordre, aux étudiants fascisants de l'U.N.I. Ces jeunes gens n'ont pas résisté au plaisir de jouer à la petite guerre avec les forces de police, ce qui ne cadre pas, si l'on ose dire, avec l'image digne et austère que l'encadrement aime, habituellement, à donner de lui-même... Quant aux slogans officiels caractérisés par la sobriété et la pondération qui sient à cette honorable société, ils furent rapidement remplacés par des cris aussi vulgaires que subversifs. Les dirigeants, dit-on, ont été dépassés par leurs troupes. Surtout n'allez pas croire que ces dépassements « spontanés » ont été soigneusement organisés !

Objectif : le 19 octobre

La raison de ce tam-tam publicitaire réside évidemment dans la proximité des élections aux conseils d'administration de la Sécurité sociale. La confédération de l'encadrement veut

être le pôle d'attraction des voix contestataires. Des contestataires de droite, bien entendu. C'est pourquoi, non seulement elle critique la politique économique et sociale du gouvernement, mais elle vole au secours de l'enseignement privé, elle s'en prend aux immigrés. Elle est assurée, en tous les cas, de recueillir les voix patronales. Une poussée de la C.G.C. lors de ces élections serait un succès pour la droite. La communauté d'intérêts est évidente entre la confédération qui se proclame « apolitique » et les politiciens de l'opposition.

Dans ses discours, à Paris et en province, Marchelli a agité la menace d'une « grève générale ». Permettez qu'on se tapote légèrement le menton... Quand on connaît tant soit peu les gens à qui le leader de la C.G.C. s'adresse, on sait que la grève n'est pas leur exercice favori. Couper la lumière et la télé, pendant cinq minutes constitue déjà une action d'envergure... Ce peu de propension à la lutte a été particulièrement perceptible en province où les cortèges cégécistes ont été parfois squelettiques.

Marchelli bluffe, donc, comme bluffe la C.G.C. quand elle gonfle le chiffre de ses adhérents. Les effectifs n'atteignent pas, il s'en faut, les niveaux annoncés officiellement. Et pourtant, dans les entreprises aussi, la C.G.C. ratisse large. Elle accueille tous ceux qui trouvent une satisfaction particulière à ne pas se mêler aux « cols bleus », tels certains employés du « deuxième collège », dans la métallurgie, qui n'ont pourtant que de petits salaires et aucune fonction de commandement...



M. P. Marchelli (à gauche) et M. J. Menu. A. F. P.

Les clients de la C.G.C.

Le prudent Menu et le pugnace Marchelli (il faut séduire toutes sortes de gens...) voudraient bien se voir reconnaître l'exclusivité de la représentation des cadres. Ils sont pourtant loin du compte puisqu'aux élections prud'homales la C.G.C. a recueilli 36% des voix de l'encadrement tandis que plus de 55% se portaient sur les candidats des centrales ouvrières. Compte tenu des 36% d'abstentionnistes, elle n'a finalement la confiance (sans parler de l'adhésion) que d'un cadre sur cinq.

La clientèle de la C.G.C. est évidemment porteuse des préjugés, de l'idéologie les plus réactionnaires. D'où ces hurlements contre « l'égalitarisme » parce que le S.M.I.C. a reçu un coup de pouce après le 10 mai 81, contre la « soviétisation » des entreprises à cause des « droits nouveaux » pourtant bien min-

ces et qui court-circuitent beaucoup plus les syndicats que la hiérarchie !

La C.G.C. dénonce avec virulence le matraquage fiscal qui, à l'entendre, viserait tout particulièrement les cadres. Mais le 1% « exceptionnel » et l'augmentation des prélèvements sociaux pour les salariés, les pré-retraités et les retraités ne pèsent-ils pas d'autant plus lourdement que l'on a les revenus les plus bas ?

La C.G.C. prétend défendre les intérêts des cadres dans leur ensemble. Mais ce vocable recouvre en réalité des situations très différentes. Dans le haut de l'échelle, dans les états-majors des grandes entreprises les revenus et les avantages de toute nature sont tels qu'ils placent cette aristocratie bien à l'abri des retombées de la politique d'austérité. D'ailleurs ces gens-là n'ont pas besoin de la C.G.C. pour se dé-

fendre... L'essentiel des troupes cégécistes est constitué de ces « cadres qui encadrent », c'est à dire de ceux qui, sur le terrain, exercent un commandement, qui disposent, par délégation, d'une parcelle de l'autorité patronale. S'ils subissent certains effets de la crise et de la rigueur, il ne s'agit après tout que des aléas d'un système économique dont ils sont les piliers et les ardents défenseurs...

Restent tous les autres, ingénieurs et techniciens, moins payés, en général, que les précédents. Ils exercent leur métier dans la production, dans les ateliers, les laboratoires, les bureaux d'étude. Ils sont, eux, victimes comme tous les travailleurs, de la politique gouvernementale et de l'exploitation patronale. Leur place n'est pas dans les cortèges de la C.G.C., mais aux côtés de leurs camarades ouvriers.

S. Basson

CHAPELLE DARBLAY : LA GAUCHE CONTRE L'IMPRIMERIE ?

QUAND il était candidat à la députation en Seine-Maritime Fabius avait pris à son compte la défense de l'industrie papetière et une solution pour la Chapelle Darblay.

Devenu ministre, il est charmé par la voix de sirènes hollandaises (le groupe Parenco) et admet cette solution qui selon ses dires amène de « lourds sacrifices sociaux » !

Comme quoi droite ou gauche c'est pour les travailleurs des licenciements, quelles que soient les raisons invoquées. C'est pourquoi mercredi dernier 250 ouvriers des Papeeteries de la Chapelle Darblay ont occupé le siège du groupe sur les Champs-Élysées à Paris. Ce n'était pas seulement de l'agit-prop, mais aussi de la prise sur le tas. Comme le disait Wouzarède secrétaire général de la fédération C.G.T. des industries papetières : « On

nous refuse des informations. Nous sommes allés les chercher ».

En effet l'administrateur judiciaire M. Levat se refuse à transmettre au comité d'établissement des documents (en particulier comptables) concernant les papeteries. Alors il a fallu les chercher sur place avec ou sans C.R.S. !

Pendant ce temps, la C.G.C. porte plainte pour entrave à la liberté du travail et fait demander l'expulsion des occupants. De son côté la direction a organisé une consultation écrite des travailleurs sur les usines de Saint-Etienne-du-Rouvray et de Grand-Couronne qui dégagerait, selon elle, une majorité pour la reprise du travail.

Et Fabius dans tout cela... se serait-il grimé en Ponce Pilate ?

Fernand Bernard

LE SILENCE
DES REPUS

CET été, ça a chauffé pas mal sous les parasols sociaux : le porteflingue idéologique du P.S., Max Gallo, a lancé un appel aux « intellectuels de gauche », afin qu'ils rompent leur silence, s'expriment en faveur et serrent les rangs derrière le gouvernement de gauche. Il a déjà été entendu dans les colonnes du *Monde*, que quelques-uns de ces interpellés ont aussitôt prises d'assaut ; le ton général a été de se taper la poitrine et de crier bien fort que les intellectuels de gauche étaient toujours présents et continuaient d'assumer leur tâche, en veillant à la bonne marche des choses. A la première occasion facile, comme lors de « l'affaire de Dreux », ils n'ont pas manqué de se manifester, pétitionner et jurer leurs grands dieux à propos de la « droite ». Commençons par observer qu'ils ont eu une autre très bonne occasion de s'exprimer au nom des libertés et droits inaliénables de l'homme, c'a été au moment de l'interdiction et de la saisie de Radio-Libertaire et des autres radios libres. Là, bizarrement, on ne les a pas beaucoup entendus. Tiens donc, comme c'est curieux, leur indi-

gnation ne serait donc qu'à sens unique et n'irait pas plus loin que la corde qui relie le chien à son maître ?

Pour notre part, nous avons encore une autre explication à fournir au sujet de ce pseudo-silence des intellos de gauche : on l'entend trop ce silence, on n'entend que lui en ce moment, les mandibules font un de ces vacarmes qu'on ne s'entend plus. Mais oui, vous avez bien compris, c'est la « Grande bouffe » chez ces gens-là, pensez donc, ils avaient attendu si longtemps d'avoir leur « bon petit » pouvoir de gauche, et par le système bien connu des copains et des coquins, de recevoir leurs dividendes, sous forme de fro-mages, subventions, aides, que sais-je encore ; il serait curieux de calculer le nombre de tous ces promus parmi les deux cent mille nouveaux fonctionnaires nouveaux, nommés depuis le 10 mai 81. Evidemment, ce n'est pas très original, tout pouvoir procède toujours ainsi, on appelle cela le « clientélisme », depuis les Romains, mais bon dieu, qu'est-ce qu'il a à la ramener ce Max Galoux, y sait pas qu'on cause pas en mangeant !

A. Skirda